

CF/HST/MON/1986-001

1946- 40 ans
1986 au service des enfants
unicef 
Fonds des Nations Unies pour l'enfance

L'HISTOIRE de L'EDUCATION AU DEVELOPPEMENT A L'UNICEF

SERIE HISTOIRE DE L'UNICEF
1ère REVUE

(58p + 3b)

L'AUTEUR

JEANNE VICKERS a été responsable du Service ONG/Education au développement de l'UNICEF jusqu'à son départ à la retraite fin 1984. Elle était entrée au début de 1973 à la Division de l'information de l'UNICEF à Genève. Son premier contact avec les Nations Unies remonte à 1946, année où elle commença à travailler, en Allemagne, au Service de l'information de l'Administration des Nations Unies pour les secours et la reconstruction. Elle résida ensuite pendant de nombreuses années au Proche-Orient où elle fut étroitement associée aux activités de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

PREFACE

Pauvreté et famine, maladie, protectionnisme, dégradation de l'environnement, endettement, chômage, racisme sont autant de problèmes mondiaux qui ont des effets dévastateurs sur les enfants du monde, au Nord comme au Sud. Comment saisir la réalité que masquent les appareils statistiques? Comment comprendre ces problèmes d'une formidable complexité et leur trouver une solution?

Partenariat et formation de réseaux sont les deux mots clé de cet historique de l'édification progressive, au cours des dix années passées, du programme d'éducation au développement de l'UNICEF. Jamais auparavant la coopération internationale n'a été aussi essentielle à la coexistence dans un monde de plus en plus interdépendant. Si les sociétés évoluent rapidement, les personnes ne comprennent que bien plus tard ce qu'impliquent ces changements, pour elles-mêmes comme pour les autres. Il est capital de préparer les jeunes à vivre dans un monde placé sous le signe de l'interdépendance, à vivre dans des sociétés pluriculturelles, et à contribuer au développement de la personne humaine.

Le partenariat qui unit, dans les pays industriels, l'UNICEF, ses comités nationaux et leurs alliées nationales, les ONG, dans cette tâche herculéenne est unique en son genre dans le système international. Ensemble, ces organismes ont créé un réseau puissant qui façonne l'opinion et les attitudes du public et l'amène à s'interroger sur le maldéveloppement et ses conséquences sur les générations de demain. L'histoire de leur engagement dans l'éducation au développement pourrait amener d'autres institutions à participer à ce qui est devenu l'une des tâches les plus urgentes du monde d'aujourd'hui.



Tarzie Vittachi
Directeur général adjoint
chargé des Relations extérieures
UNICEF

L'HISTOIRE DE
L'EDUCATION AU DEVELOPPEMENT A L'UNICEF

Table des matières

	Para.	Page (i)
<u>Introduction</u>		
Origines de l'éducation au développement à l'UNICEF: au milieu des années 70	1	1
Elan donné par les comités nationaux	2	1
Le Rapport de Eagle Hill	4	1
Première définition de l'éducation au développement	6	2
1976 : Mise en route du programme	10	3
Etablissement du Centre de ressources sur l'éducation au développement	12	4
1977 : L'expérience française commence	13	4
Voyage d'étude au Sri Lanka	15	5
1978 : Les pochettes d'éducation au développement font leur apparition	16	6
Ateliers et séminaires	18	6
Livres pour enfants	19	7
1979 : L'éducation au développement pendant l'AIE	20	7
Droits de l'Enfant	22	8
Table ronde en France	23	8
Activités en Italie, au Japon, en Espagne, au Royaume-Uni et en Suisse	24	9

Rôle moteur de l'UNICEF au sein du Groupe de travail sur l'éducation au développement du CCINU	28	10
L'éducation au développement dans les années 80		10
1980 : Le Rapport Hart/Fernig	29	10
Le Livre blanc britannique sur l'éducation au développement	33	11
Des ressources limitées pour l'éducation au développement	36	12
Financements gouvernementaux pour le personnel d'éducation au développement de l'UNICEF	38	13
Création de groupes d'affinités	39	13
Coopération régionale en Europe	40	14
Séminaires et matériels d'étude	42	14
Le Sous-groupe du CCINU sur les femmes et le développement	46	15
Consultations nationales avec les ONG	49	16
1981 : Voyage d'étude en Jamaïque	50	16
Concept de l'éducation au développement: contribution du Groupe latin	54	18
Vers une politique de l'éducation au développement de l'UNICEF	56	19
Education au développement ou éducation pour le développement?	58	20
1982 : Un concept en évolution	61	21
La réunion de Moscou	64	21
Collaboration accrue avec les ONG	66	22
Billet aller-retour et autres matériels	68	23

1983 : L'éducation au développement dans la politique de relations extérieures de l'UNICEF	70	23
Réexamen de la théorie et de la pratique de l'éducation au développement	73	25
Diffusion record	75	26
1984 : Groupe de réflexion de Zurich et Séminaire de Budapest	76	26
Passage de témoin au Comité commun de l'information	78	27
1985 : La réunion de Lisbonne	80	27
Atelier mondial sur l'éducation au développement - Bossey	81	28
Tendances actuelles au sein des comités nationaux	86	29
Succès des programmes pilotes	87	30
Coopération avec d'autres groupes	89	30
Au-delà de 1985 : Répondre à un impératif	93	31
Annexe A : Matériels envoyés par le Centre d'échanges du Centre d'Education au Développement, Siège de l'UNICEF, Genève, 1er janvier - 1er novembre 1983	A1	- A5
Annexe B : Envois de pochettes éducatives, diapositives et autres matériels par le Centre d'éduca- tion au développement, Siège de l'UNICEF, Genève, 1er janvier - 1er novembre 1983	B1	- B4
Index	I	- VII

INTRODUCTIONDescription succincte du Programme d'éducation au développement de l'UNICEF

L'éducation au développement est une activité que l'UNICEF mène en collaboration étroite avec ses partenaires - les comités nationaux - et avec ses alliés - les ONG du monde industriel. A maints égards, ce sont les comités nationaux qui lui ont donné son élan et c'est à la suite de la publication du rapport de Eagle Hill, par les comités nordiques, en novembre 1973, qu'elle est devenue un programme d'information à part entière de l'UNICEF. Ce rapport soulignait la nécessité d'instaurer, dans le domaine de l'information, une collaboration étroite entre l'UNICEF et les comités nationaux et d'accorder une attention accrue à la dimension éducative de l'information à l'échelon national. Une recommandation dans ce sens, examinée lors de la Réunion annuelle suivante des comités nationaux, fut accueillie très favorablement tant par l'Est que par l'Ouest.

Premier document sur l'éducation au développement

L'UNICEF réagit en nommant un responsable de l'éducation au développement au Siège de Genève et publia le premier de ses documents sur l'éducation au développement en janvier 1976. Il était intitulé "Education pour le développement: son importance pour l'UNICEF". Dès le tout début, l'UNICEF s'est attaché à lier ce concept à la situation des enfants et à y intéresser ses groupes-cibles, à savoir les collègues de formation des enseignants, les enseignants et les parents d'élèves des écoles primaires et secondaires, les éditeurs de livres pour enfants, les groupes de jeunes et les ONG du monde industriel. L'accent était mis sur la relation entre le "maldéveloppement" dans le Nord et le Sud, et ses effets sur les enfants du Tiers Monde.

Suivant l'exemple nordique, nombre de comités nationaux lancèrent des programmes d'éducation au développement et le partenariat commença véritablement à prendre forme. En 1978, l'UNICEF nommait un deuxième fonctionnaire chargé de l'éducation au développement et créait un centre de ressources réunissant les matériels d'éducation, produits par lui-même, les comités nationaux et les ONG, ainsi que par les ministères de la coopération et d'autres organisations des Nations Unies. Le centre mis en place une opération d'échange d'information au travers de laquelle les

comités nationaux et les bureaux extérieurs de l'UNICEF purent s'informer des activités et des publications les plus récentes et les plus intéressantes. En outre, Notes et nouvelles sur l'Education au développement, publié deux fois par an, permit d'atteindre un lectorat plus important. Une série de Documents sur l'éducation au développement, rédigés par des experts de différents pays, traitait des diverses manières d'intégrer l'éducation au développement dans les systèmes d'enseignement scolaires et extra-scolaires. Les Notes et nouvelles et les Documents sur l'éducation au développement formèrent une rubrique spéciale de FORUM D'IDEES.

Constitution de réseaux

Le réseau ainsi constitué démontrait que, si l'éducation au développement est, par essence, une question nationale et locale, les échanges d'idées, d'information et d'expériences sur le sujet présentent un immense intérêt pour les comités nationaux. C'est alors, qu'à la suite d'une rencontre informelle organisée lors de la Réunion annuelle des comités nationaux de 1976, les comités commencèrent à se rencontrer dans le cadre de groupes d'étude et de travail pour débattre des multiples façons d'aborder la question et dégager les moyens de travailler ensemble. Les comités français, italien, belge et espagnol établirent rapidement un "groupe latin" très actif. Les comités germanophones, quant à eux, oeuvrèrent à l'élaboration de matériels en allemand. Un groupe d'étude européen sur l'éducation au développement se tint à Moscou en septembre 1982, à l'invitation des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge d'Union soviétique; cette réunion suscita un immense intérêt dans ce pays ainsi qu'en Europe de l'Est. Un séminaire hongrois sur l'éducation au développement, organisé à Budapest en avril 1984, lui a fait suite. Le Groupe latin s'est réuni à Lisbonne en mars 1985, et un Atelier mondial sur l'éducation au développement s'est déroulé à Bossey, près de Genève, en juin 1985.

Le rôle de l'UNICEF dans la famille des Nations Unies

Du fait des efforts des comités nationaux, qui entretenaient des relations directes avec des groupes d'action et d'éducation nationaux, l'UNICEF jouissait d'une position très particulière au sein de la famille des Nations Unies. En 1979, Année internationale de l'Enfant, l'UNICEF devenait l'institution responsable du Groupe de travail ad hoc sur l'éducation au développement du Comité commun de l'information des Nations Unies. Le Groupe devint rapidement un ensemble à caractère durable et commença à

entreprendre des programmes conjoints dont les plus importants étaient les consultations nationales avec les ONG et l'action de son Sous-groupe sur les femmes et le développement.

L'UNICEF a assumé cette fonction pendant cinq ans. Grâce au soutien considérable que lui a donné le Service de liaison non gouvernemental des Nations Unies (un programme interorganisations co-financé par l'UNICEF), il a laissé en héritage un réseau d'éducation au développement actif et efficace, dont l'apport le plus remarquable a été non seulement d'établir des contacts plus étroits avec des organisations non gouvernementales et des réseaux d'aide au développement, mais aussi de collaborer avec eux pour faire prendre conscience à l'opinion des problèmes liés au développement. La présidence du Groupe de travail du CCINU est désormais assumée, à tour de rôle, par les différents organismes des Nations Unies.

L'évolution de l'éducation au développement

L'éducation au développement qui, au cours des années, a adopté des formes et des directions multiples, a administré la preuve qu'elle constituait un processus et un moyen toujours plus efficace pour donner à chaque personne humaine le sentiment qu'elle peut agir sur la réalité. L'expérience montre qu'il n'y a pas de méthode unique pour mettre en oeuvre l'éducation au développement, mais bien une multitude de méthodes en fonction du groupe concerné ou des circonstances.

En promouvant, comme elle le fait, les principes du partenariat et du partage, plutôt que ceux de la charité et de l'aide, l'éducation au développement a pour propos la justice économique et sociale, la défense des droits de l'homme, la dignité humaine et l'autonomie au Nord comme au Sud. Il ne s'agit donc pas seulement d'éducation au développement, mais d'éducation tout court, au meilleur sens du terme. Malgré les difficultés qu'aggrave souvent le manque de ressources, force est de constater qu'une institution des Nations Unies et ses partenaires au niveau national peuvent apporter - et apportent - une contribution importante à la cause du développement humain.

L'HISTOIRE DE L'EDUCATION AU DEVELOPPEMENT A L'UNICEF

Origines de l'Education au développement à l'UNICEF: au milieu des années 70

1. C'est en 1975 que l'UNICEF a commencé à jouer un rôle actif en matière d'éducation au développement. Il est devenu, en janvier 1979, le chef de file de la famille des Nations Unies dans ce domaine. Avant 1975, il avait co-produit, avec le New York State Educational Films Department, quelques films destinés aux écoles secondaires de cet état. De même, des livres pour enfants avaient été publiés sur la condition des enfants des pays en développement. L'UNICEF est l'un des membres fondateurs d'un Groupe de travail ad hoc sur l'éducation au développement que les Divisions de l'information des institutions des Nations Unies ont établi en 1974, pour répondre à la nécessité de mettre en oeuvre des activités de ce type dans les pays industrialisés.

Elan donné par les comités nationaux

2. Quoi qu'il en soit, ce sont les comités nationaux qui, indubitablement, ont encouragé la mise au point d'un programme "officiel" d'éducation au développement au sein de l'UNICEF. Certains comités, notamment ceux des pays nordiques et des Etats-Unis, collaboraient déjà avec des enseignants et des responsables de l'enseignement et produisaient du matériel didactique. Le comité du Royaume-Uni s'était doté d'un comité consultatif sur l'éducation et nombre de comités comptaient des spécialistes de l'éducation parmi les membres de leurs conseils ou de leurs secrétariats.
3. Les comités étaient, naturellement, d'importants outils d'information sur l'UNICEF et ses activités de développement. Le matériel et le soutien dont ils avaient besoin ont évolué progressivement à mesure que, dans leurs pays, des groupes non gouvernementaux se sont tournés vers l'éducation au développement. Les comités ont alors ressenti le besoin de bénéficier d'un programme d'information plus approfondi.

Le Rapport de Eagle Hill

4. Les comités nordiques avaient procédé à une analyse complète des activités d'information de l'UNICEF, contenue dans ce qu'il est convenu d'appeler le rapport de Eagle Hill, de novembre 1973. Ce rapport remettait en question bon nombre des composantes majeures de la politique d'information que l'UNICEF poursuivait alors et demandait

que l'éducation et la fourniture, par l'UNICEF, de matériels éducatifs, constituent l'un des quatre principaux thèmes de discussion inscrits à l'ordre du jour de l'Atelier sur l'information suivant.

5. Ces ateliers, auxquels participait le personnel de l'information de l'UNICEF et de ses comités nationaux, avaient pour fonction d'établir les grandes lignes du travail d'information à mener l'année suivante. L'Atelier de 1974 marque le début d'une approche plus substantielle de ces questions; la recommandation de l'UNESCO concernant l'éducation pour la compréhension internationale, la coopération et la paix internationales, faisait entrer le système éducatif formel dans le débat. Des progrès avaient été engrangés dans les pays nordiques, en Suède à la faveur d'une réforme des programmes, en Norvège par le biais de la formation continue des enseignants.

Première définition de l'Education au développement

6. Ceux des comités nationaux qui jouaient un rôle actif dans le domaine de l'éducation au développement commencèrent, lentement mais sûrement, à influencer les politiques d'information de l'UNICEF. Début 1976, un fonctionnaire chargé de l'éducation au développement était nommé. Au surplus, le programme d'éducation au développement était défini dans un Document sur l'éducation au développement, le premier d'une longue série. Ce document, intitulé "Education au développement: son importance pour l'UNICEF", expliquait les définitions que l'UNESCO et le Groupe de travail du CCINU donnaient de ce terme. Il précisait aussi pourquoi l'éducation au développement était une importante activité d'information de l'UNICEF. Elle était assurément essentielle pour une institution tributaire de contributions volontaires.
7. Dans son Examen annuel de la Coopération au Développement de 1975, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE soulignait que:

"Les sondages d'opinion révèlent que les électeurs et contribuables des pays membres du CAD ne sont généralement pas au fait de l'aide que leurs pays accordent aux nations en développement ... Le public méconnaît les problèmes du développement et ce, malgré les efforts d'information qui sont faits ... l'appui aux activités de coopération est généralement proportionnel au niveau d'éducation des personnes interrogées ... Plus leur connaissance du monde est approfondie, plus elles ont le sentiment conscient d'appartenir à un ensemble, et plus elles admettent que l'aide au développement est un devoir inéluctable."

8. L'Examen du CAD citait une étude que M. Sven Lindholm, de l'Institut d'Education de Stockholm, avait réalisée en 1970 pour la Fondation Dag Hammarskjöld. M. Lindholm y affirmait que, pour être positive, l'attitude vis-à-vis de l'aide au développement devait reposer sur les opinions et conclusions que les citoyens eux-mêmes avaient atteintes, à partir d'une analyse réfléchie de l'information disponible. "Trop souvent", disait-il, "la communication engendre un état d'anonymat qui limite les possibilités d'un échange d'idées et augmente les risques d'une adhésion à des opinions toutes faites, au travers d'un processus de conditionnement quasi automatique. Il conviendrait de créer, au moyen de l'information, un climat d'opinion dans lequel le public ne se contenterait pas d'accepter passivement les programmes d'aide, mais s'intéresserait à leurs objectifs et aux méthodes employées. Susciter une telle prise de conscience est, à n'en pas douter, moins la tâche des médias que celle des groupes ou individus qui se préoccupent des problèmes du développement. C'est pour cette raison que le rôle des organisations bénévoles est essentiel."
9. En outre, l'Examen du CAD citait un manifeste de la Commission nationale de la jeunesse pour le développement (France) pour la Campagne mondiale contre la faim, appelant "les gouvernements des pays développés à promouvoir l'éducation pour le développement en veillant à ce que le monde de l'enseignement soit ouvert aux problèmes du sous-développement et en incluant dans les programmes officiels une formation économique et sociale ainsi qu'une réflexion sur le sous-développement". Le CAD soulignait cependant que la question n'était pas "aussi simple qu'elle paraît, ce dont témoignent les difficultés rencontrées chaque fois qu'un quelconque changement doit être apporté aux programmes scolaires".

1976: Mise en route du programme

10. En 1976, des Documents sur l'Education au développement - distribués aux comités nationaux, aux ONG et aux bureaux extérieurs de l'UNICEF, par l'intermédiaire du centre d'échange d'informations établi à Genève - ont été publiés sur les sujets suivants:
- 2: Mesures élémentaires dans l'élaboration d'un programme d'éducation au développement
 - 3: Rapports des comités nationaux sur leurs activités d'éducation au développement (préparé pour la Réunion annuelle des comités nationaux, de 1976)
 - 4: Une perspective canadienne (sur la base d'un atelier sur l'éducation au développement organisé dans l'Ontario)
 - 5: Le rôle des groupes de travail des comités nationaux.

11. Le premier numéro des Notes et nouvelles sur l'éducation au développement était publié à la fin de l'année. Il faisait connaître aux comités nationaux et autres lecteurs les résultats des nombreuses visites de travail, discussions et activités qui avaient eu lieu pendant l'année. Les Notes et nouvelles passaient en revue les possibilités de collaboration avec les comités nationaux et les agences gouvernementales d'aide au développement dans les pays nordiques; évoquaient les réunions tenues à Londres avec le Ministère de la coopération (alors ministère à part entière), le Comité des associations bénévoles pour l'aide et le développement outremer (qui devait devenir le Centre for World Development Education), le Conseil pour l'éducation civique internationale, le Commonwealth Institute et la BBC; les débats avec le Ministère de l'éducation nationale en France, l'Institut national de la recherche pédagogique, le Centre international du film pour l'enfance et la jeunesse, à Paris, et un certain nombre d'ONG françaises actives dans le domaine de l'éducation au développement; les visites auprès d'ONG irlandaises (TROCAIRE et la Commission Justice et Paix), à Dublin, ainsi que les entretiens avec le Comité suisse, le Service Ecole Tiers Monde et la Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, à Berne. Cependant, l'événement le plus important avait sans doute été la participation à la manifestation de trois jours qui clôturait une expérience menée dans les écoles de Rome. Il s'agissait d'un projet pilote du Comité italien qui eut une influence considérable sur les autres comités nationaux et fut ensuite mis en oeuvre dans toutes les écoles d'Italie.

Etablissement du Centre de ressources sur l'éducation au développement

12. En raison du volume croissant des matériels d'éducation reçus directement ou après commandes auprès des comités nationaux et des ONG pour distribution au travers du centre d'échange d'information, l'UNICEF mit progressivement en place, à Genève, un Centre de ressources sur l'éducation au développement unique en son genre et qui a très vite joui d'une excellente réputation et attiré de nombreux visiteurs. La publicité donnée aux Documents et autres matériels sur l'éducation au développement par certaines publications des Nations Unies et des ONG a suscité une forte demande dans beaucoup de pays.

1977 : L'expérience française commence

13. L'un des événements marquants de 1977 fut le lancement d'une expérience de quatre ans en France, sous l'impulsion du Comité français, en collaboration avec l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP) (initialement avec le soutien de l'UNESCO). Des

professeurs et documentalistes de sept collèges répartis dans toute la France commencèrent à travailler avec leurs élèves à la création de matériels didactiques d'éducation au développement. L'expérience, qui avait débuté avec des enfants de classe de sixième (environ 11 ans), fut progressivement élargie aux élèves de troisième (environ 15 ans). En effet, les enfants étant suivis pendant quatre ans, il était possible d'évaluer les progrès qu'ils avaient réalisés. Le Comité français fournit la quasi totalité des matériels de base et l'INRP organisa des séminaires tous les six mois, afin de donner aux enseignants concernés l'occasion de comparer notes et expériences.

14. Mettant en pratique les idées de "Eagle Hill", les comités nordiques avaient produit, en collaboration avec leurs partenaires du Groupe de travail nordique sur l'éducation au développement, la première édition du magazine Alternativ, un guide sur la méthodologie de l'éducation au développement. Le Comité suisse, lui, présentait à l'Exposition KID 77, de Lausanne, un stand particulièrement attrayant partiellement décoré par des enfants. En juin, la Réunion annuelle des comités nationaux, tenue à Helsinki, consacrait une journée entière à l'éducation au développement et le numéro de septembre de Nouvelles de l'UNICEF était intitulé "Education pour un monde en transformation". Une collaboration fut établie avec les responsables de la Foire internationale du livre pour enfants, à Bologne, Italie, dans le cadre des préparatifs de l'Année internationale de l'enfant.

Voyage d'étude au Sri Lanka

15. C'est également en 1977 qu'eut lieu le premier voyage d'étude lié à l'éducation au développement. En octobre, quatorze spécialistes nordiques de l'éducation (enseignants, écrivains, photographes, producteurs de radio/télévision ou organisateurs de séminaires) effectuèrent une visite de trois semaines au Sri Lanka au cours de laquelle ils partagèrent la vie des instituteurs de sept régions de ce pays. Organisée par l'UNICEF et les comités danois, norvégien, suédois et finlandais avec l'appui financier de leurs agences gouvernementales de coopération au développement (DANIDA, NORAD, SIDA et FINNIDA), cette mission visait à susciter une compréhension en profondeur des conditions de vie au Sri Lanka, à les faire connaître dans les pays nordiques, à procéder à des échanges culturels et à réunir les informations nécessaires à l'élaboration de documents éducatifs qui reflèteraient cette expérience. Ce voyage fut couronné de succès et permit de réaliser nombre de publications dont la plupart furent diffusées dans les quatre pays. De plus, cette mission permit aux fonctionnaires de l'UNICEF au Sri Lanka et autres personnes concernées de mieux comprendre le type d'information dont les comités avaient besoin pour leur travail d'éducation au développement.

1978 : Les pochettes d'éducation au développement font leur apparition

16. C'est Iain Guest, journaliste dont la renommée allait ensuite s'affirmer, qui a préparé, en 1978, la première pochette de documentation sur l'éducation au développement, "Shishir du Bangladesh". Une adaptation de la pochette de documentation du Comité suédois, "Etre Jeune en Inde", puis "Kwadwo du Ghana" et la pochette de documentation No. 4, sur la "Technologie rurale" ont rapidement suivi. Toutes, hormis la dernière - thématique - portaient sur la vie d'enfants et les réalités du développement touchant leurs familles. Dans le même temps, une pochette, incluant une affiche murale, était produite en collaboration avec le Bureau mondial du scoutisme. Cette réalisation, qui avait pour thème les "Technologies appropriées", rencontra un grand succès et contribua à sensibiliser les scouts du monde entier aux questions relatives au développement dont l'UNICEF se préoccupe. Une pochette de documentation sur ce thème, élaborée par le Comité finlandais, fut diffusée à 7000 écoles de Finlande.

17. Dès le début, les pochettes de documentation, les Documents sur l'éducation au développement et les Notes et nouvelles furent édités en anglais et français. Les comités des pays nordiques, par exemple, produisaient des versions des pochettes dans leur langue nationale - les diapositives étant fournies par Genève - et publiaient des extraits des Documents et des Notes et nouvelles dans leurs magazines. En outre, une exposition de photographies originales sur le thème "Femmes au travail en Afrique de l'Est" fut publiée en anglais et français, dans le cadre des préparatifs de la Conférence mondiale sur la décennie de la femme de Copenhague (juillet 1980). A l'époque, les comités avaient commencé à adapter et à produire dans leurs langues nationales les matériels produits par d'autres comités. Au surplus, un autre fonctionnaire de l'éducation au développement avait été nommé au Siège de New York pour collaborer avec les comités non européens.

Ateliers et séminaires

18. Outre les publications et les voyages d'étude, il convient de signaler plusieurs ateliers et séminaires qui ont eu des résultats instructifs. A la suite de la mission nordique au Sri Lanka, DANIDA organisa, en février, un séminaire à Copenhague. Deux séminaires se tinrent à Paris, qui étudièrent l'expérience menée dans les collèges français. En outre, une rencontre, organisée à Amsterdam à l'occasion de la Réunion sur l'Information pour le développement du CCINU en octobre, permit d'obtenir un soutien accru pour le Groupe de travail sur l'éducation au développement du Comité commun de l'information. L'Atelier sur l'Information, organisé par les comités nationaux à

Paris en octobre, décida de former quatre groupes de travail pour dégager des thématiques et productions prioritaires en fonction des quatre grands groupes de partenaires: les écoles et les spécialistes de l'éducation, les organismes bénévoles et professionnels, les formateurs d'opinion et les médias. Les participants souhaitèrent par ailleurs donner davantage d'importance aux programmes d'information sur les activités de développement à long terme de l'UNICEF, notamment dans la perspective de l'AIE, ainsi qu'aux discussions sur l'éducation au développement. C'est ainsi que l'éducation au développement devint l'un des principaux thèmes de l'Atelier sur l'Information.

Livres pour enfants

19. En Italie, les responsables de la Foire du livre pour enfants de Bologne tinrent une conférence de presse pour lancer un concours spécial de l'AIE. Corriere dei Piccoli, le grand magazine pour enfants, lança son propre concours de l'AIE, dans le cadre d'une conférence de presse organisée à Milan. Au Royaume-Uni, le Comité commença à collaborer avec Macdonald Educational à la publication conjointe de "My World", un livre pour enfants inspiré des pochettes éducatives de l'UNICEF sur l'éducation au développement, et avec l'éditeur d'Oxford, Blackwell's, sur une série de dix livres sur les "Droits de l'Enfant", qui, à l'origine, avait été produite en Espagne.

Les préparatifs en vue de l'AIE s'intensifiant, des séances d'information ont été organisées au Centre de l'éducation au développement et au Palais des Nations à Genève, à l'intention de groupes d'étudiants et d'ONG.

1979 : L'éducation au développement pendant l'AIE

20. L'Année internationale de l'enfant suscita, au sein des comités nationaux et des ONG internationales, un nouvel élan pour l'éducation au développement. De nouvelles formes de coopération furent établies entre ces organisations et des journalistes de développement, des éditeurs et des spécialistes de l'éducation. Le Comité ONG/AIE créa un groupe de travail spécial. Dans les pays industrialisés, les commissions nationales pour l'AIE accordèrent, dans leurs programmes et projets, une place toujours plus grande à l'éducation au développement.
21. En Australie, le Comité mit en place un groupe consultatif pour l'éducation au développement, en vue de faire face à la demande croissante de pochettes UNICEF. La Jeune Chambre de Commerce autrichienne apporta une contribution spéciale au programme pour l'AIE

du Comité en finançant la publication en allemand des pochettes. La Belgique organisa des journées pédagogiques à l'intention des enseignants, au cours desquelles furent utilisées les versions flamandes des pochettes publiées par le Comité. Au Canada, le Comité, la Croix-Rouge et l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI), organisèrent une "Journée de l'éducation internationale". Une émission télévisée de Radio-Canada et des ateliers pour enseignants, tenus au printemps, firent connaître le programme à quelque six millions de personnes. La contribution d'UNICEF-Canada se concrétisa par la mise au point d'une pochette multi-média sur le thème "Les droits de l'enfant".

Droits de l'Enfant

22. L'AIE accorda une place prépondérante à la question des droits de l'enfant. Les comités nordiques produisirent conjointement un calendrier et un guide pour l'enseignant. Publiés dans quatre langues nordiques, ces documents furent repris et traduits par un certain nombre d'autres comités. Le Comité danois, entre autres, publia des livres et de la documentation pour des programmes télévisés et des séminaires sur l'éducation au développement. Le Comité norvégien organisa à Lillehammer, et avec l'aide de NORAD, un séminaire international sur ce même sujet. Le Centre d'éducation au développement contribua à la préparation d'une visite au Bangladesh, financée par les agences scandinaves de coopération au développement. Les séries radio-télévisées, produites conjointement par les participants finlandais et suédois au voyage au Sri Lanka, furent largement diffusées dans ces pays au cours de l'année. Le Festival international du film pour l'enfance et la jeunesse (Lausanne) attribua le prix UNICEF à la Suède, pour le film "Enfants du monde - Le Népal".

Table ronde en France

23. En France, des représentants du Ministère de la coopération purent assister à une table ronde organisée par le Service de liaison non gouvernemental des Nations Unies et le Comité français à l'intention des journalistes spécialisés dans l'éducation. Lors de la Première semaine de la jeunesse à Versailles, le Président Giscard d'Estaing, comme des milliers de jeunes et d'enseignants, rendit visite au stand de l'UNICEF spécialement consacré à l'éducation au développement. Pour sa part, le Comité organisa, au Centre Beaubourg, à Paris, un colloque sur le thème "Le livre dans la vie quotidienne de l'enfant". Participa à ce colloque le cinéaste nigérien Oumarou Ganda, spécialiste des contes pour enfants, dont les présentations d'histoires ouest-africaines aux enfants français furent reprises par la télévision.

Activités en Italie, au Japon, en Espagne, en Suisse, au Royaume-Uni

24. En Italie, où les activités dans le système programme scolaire connaissaient une évolution sans précédent, des journalistes de nombreux pays européens se réunirent à Milan en vue de promouvoir l'idée d'un Service de magazines pour enfants qui ferait appel aux pochettes UNICEF et à d'autres documents. Par ailleurs, c'est sous la bannière de l'AIE que se tint la Foire du livre pour enfants de Bologne. Par la suite, ses organisateurs mirent à la disposition de l'UNICEF plusieurs exemplaires des livres que les éditeurs de livres pour enfants avaient publiés dans le monde à l'occasion de l'Année internationale de l'enfant. L'UNICEF expédia ces livres aux bibliothèques de nombreux pays en développement. Un exemplaire de chacun de ces livres est conservé au Centre de l'éducation au développement.
25. L'intérêt envers l'éducation au développement que l'AIE avait suscité au Japon devait amener les ONG de ce pays à créer un Conseil de l'éducation au développement. Outre les dix volumes des "Droits de l'Enfant", le Comité espagnol publia, en collaboration avec le Gremio de Libros, un manuel spécial en sept leçons sur l'éducation au développement, qui fut diffusé dans 28 000 écoles; dans le même temps, une version espagnole des pochettes sur l'éducation au développement de l'UNICEF était mise en chantier. En Suisse, le Comité produisit d'excellents documents sur l'éducation au développement, y compris une version suisse de "Many Hands Cooking", oeuvre du Comité des Etats-Unis. Par ailleurs, le Comité suisse poursuivait ses travaux en collaboration avec des groupes d'enseignants, ainsi que sur le projet lancé par La Déclaration de Berne, sur "Le Tiers Monde dans les livres d'enfants".
26. Au Royaume-Uni, le Comité consultatif gouvernemental pour l'éducation au développement recommanda que soient doublés les fonds destinés à ces activités et qu'un soutien accru soit accordé aux organisations non gouvernementales oeuvrant dans ce domaine. Le livre pour enfants My World, publié conjointement par le Comité du Royaume-Uni et Macdonald Educational reçut un accueil très favorable. Aux Etats-Unis, soixante ONG se rencontrèrent pour débattre du sujet: "Education internationale: le contexte mondial et le rôle des Etats-Unis". Cette réunion devait déboucher sur la création d'un solide groupe de travail, sur l'éducation au développement.
27. La pochette No. 5, "Avec Shiromi au Sri Lanka", la pochette No. 6, "Une approche de l'Education pour la Paix", et d'autres sur le Soudan et le Guatemala ainsi qu'un nouvel ensemble de photos d'exposition,

"La femme arabe au travail" et une nouvelle affiche sur "La femme et le développement", sont au nombre des matériels qui ont été produits à l'occasion de l'AIE (en sus du dossier spécial de l'AIE sur l'éducation au développement). Un jeu de cartes mondial pour les enfants et une brochure intitulée "Apprendre à vivre dans une société globale" ont également été élaborés. La brochure s'inspirait d'une déclaration que l'UNICEF avait faite, d'abord en français à KID 77, à Lausanne, puis en anglais lors d'une réunion des organisations non gouvernementales à New York.

Rôle moteur de l'UNICEF au sein du Groupe de travail sur l'éducation au développement du CCINU

28. En janvier 1979, le système des Nations Unies reconnaissait la valeur du travail accompli par l'UNICEF dans ce domaine. Le Comité commun de l'information des Nations Unies appelait le Fonds pour l'enfance à devenir l'"institution responsable" du Groupe de travail sur l'éducation au développement du CCINU, en prenant la suite de la FAO/Action pour le développement qui avait assumé ce rôle depuis 1974. A la fin de l'année, le Service de liaison non gouvernemental des Nations Unies publia, au nom du Groupe de travail, le premier Répertoire des Nations Unies sur l'éducation au développement à l'intention des ONG.

L'éducation au développement dans les années 80

Le Rapport Hart/Fernig

29. Au point de départ de la nouvelle décennie, un rapport préparé à l'occasion de l'AIE par Judith Hart (ancien Ministre britannique du développement), et Leo Fernig (ex-Directeur du Bureau international de l'éducation) soulignait l'importance accordée à l'éducation au développement par les commissions nationales pour l'AIE pour le suivi et la consolidation des acquis de l'Année. Le rapport relevait aussi que l'AIE avait largement attiré l'attention du monde industrialisé et, bien sûr, des ONG et des comités nationaux pour l'UNICEF, sur l'importance de l'éducation au développement.
30. La demande des ONG en matière d'éducation au développement augmentant considérablement, les comités qui jusqu'alors avaient concentré leurs efforts sur des domaines relativement restreints durent réorienter leurs activités. La coopération avec les écoles, les enseignants et les institutions d'enseignement fut élargie de manière à tenir compte

de l'importance croissante de l'éducation des adultes, au travers des groupements de jeunes et de femmes, des organisations confessionnelles, des syndicats, des parlementaires, des autorités locales, des éditeurs et des bibliothécaires, etc.

31. Peu à peu, il apparut clairement que pour modifier les attitudes, il fallait d'abord sensibiliser ceux qui peuvent influencer les enfants, c'est-à-dire les parents et les enseignants principalement. On voulait donner au concept d'"éducation au développement" une définition universellement acceptable. Tâche difficile, sinon impossible, étant donné les approches inévitablement différentes que les comités nationaux et les ONG avaient adoptées dans leurs activités d'éducation au développement.
32. Les idées de Leo Fernig devaient fournir un point de départ. L'éducation au développement, écrivait-il, n'est pas simplement la juxtaposition de deux mots. Elle est un concept qui opère une synthèse entre, d'une part, le "développement", lequel recouvre les objectifs de l'activité humaine, et d'autre part l'"éducation" - qui est l'un des principaux moyens d'atteindre ces objectifs. Il soulignait, en outre, la différence qui existe entre information sur le développement - c'est-à-dire les données - et l'éducation au développement qui utilise ces données pour façonner les attitudes et les comportements. L'éducation au développement, disait-il, est un outil opérationnel qui vise trois objectifs différents tout en insistant sur leur unité: développement personnel; socialisation et participation; compréhension internationale, tolérance et paix. Selon lui, l'UNICEF disposait, plus que n'importe quel autre organisme international, d'excellentes racines nationales, chaque comité national ayant son propre programme d'activités. Au surplus, Leo Fernig proposait qu'une stratégie nationale soit mise au point, qui aiderait les comités nationaux à élaborer leur propres programmes en collaboration avec leurs partenaires nationaux. Dans le même temps, une action conjointe pourrait être lancée à l'échelon international, non seulement avec les partenaires de l'UNICEF dans le système des Nations Unies, mais encore avec les ONG internationales.

Le Livre blanc britannique sur l'éducation au développement

33. Dans son Rapport no. 14 sur la coopération au développement (HMSO, juillet 1978), le gouvernement du Royaume-Uni explique:

"Nous utilisons le terme "éducation au développement" pour décrire les processus de pensée et d'action qui favorisent une meilleure compréhension des conditions sociales, économiques et

politiques du monde et notamment celles qui sont liées au sous-développement ou qui en sont responsables. L'éducation au développement vise à encourager une large participation aux activités qui visent à combattre le sous-développement. Reconnaître l'importance de l'interdépendance qui prévaut dans le monde est fondamental pour l'éducation au développement et pour comprendre les circonstances qui façonnent en grande partie les stratégies gouvernementales".

34. Deux années plus tard, cette opinion trouvait son écho dans le document des Nations Unies, intitulé Stratégie internationale du développement pour la troisième décennie du développement (document ONU A/35/5/464, par. 14, 23 octobre 1980) qui affirmait:

"Il est essentiel de mobiliser l'opinion publique de tous les pays, en particulier des pays développés, afin d'obtenir leur plein engagement envers les objectifs et la mise en oeuvre de cette stratégie."

35. Pour sa part, le Directeur général de l'UNESCO soulignait, dans son rapport préliminaire sur le Plan à moyen terme pour 1984-89(1):

"...un progrès réel vers la solution des problèmes de développement dépend, semble-t-il, de la possibilité de faire comprendre à (nos) partenaires, et en particulier aux pays industrialisés, que les changements envisagés sont dans l'intérêt de tous."

Des ressources limitées pour l'éducation au développement

36. En dépit d'une prise de conscience accrue de l'importance de l'éducation au développement, c'est principalement vers les pays en développement que continue à s'orienter l'immense potentiel humain et budgétaire du système des Nations Unies. Une aide minime est consacrée à la coopération avec les groupes qui oeuvrent dans les pays industrialisés, parfois dans des conditions terriblement précaires, pour améliorer la prise de conscience et la compréhension des problèmes que cause le maldéveloppement (c'est-à-dire le sur-développement comme le sous-développement) et pour donner au public la volonté d'agir pour corriger la mauvaise répartition des ressources du monde.

(1) "Bâtir l'avenir: l'UNESCO et la solidarité des nations, UNESCO 1981

37. Même au sein de l'UNICEF, les ressources humaines et matérielles sont réduites et inadaptées. Très vite, le Secrétariat de l'UNICEF s'est trouvé dépassé par les besoins, très différents, des comités nationaux enthousiasmés par le soutien à l'action de l'UNICEF dans le Tiers Monde suscité par leurs programmes d'éducation au développement.

Financements gouvernementaux pour le personnel d'éducation au développement de l'UNICEF

38. En 1980, le volontaire des Nations Unies qui avait aidé à la création du service d'échange d'informations fut remplacé par un assistant nommé par l'UNICEF au Centre d'éducation au développement. Sans la générosité des agences gouvernementales de coopération au développement des pays scandinaves, la situation eût été critique. En effet, en mai 1979, NORAD mit à la disposition du service une spécialiste de l'éducation qui collaborait de longue date avec le Comité national et l'Association pour les Nations Unies. En 1980, SIDA envoyait, à son tour, une jeune femme en tant qu'administrateur stagiaire et en 1982, DANIDA acceptait de financer pour trois ans, un jeune spécialiste danois de l'éducation qui devait apporter une contribution remarquable au programme d'éducation au développement de l'UNICEF. Entre temps, le gouvernement italien et celui de la République fédérale d'Allemagne mettaient des experts associés à la disposition de l'Unité de l'éducation au développement à New York et en 1984, une jeune française entraînait en qualité d'administrateur stagiaire au Centre de l'éducation au développement à Genève, où elle était appelée à aider aux activités liées à l'Année internationale de la jeunesse. Toutes ces personnes ont occupé des postes qu'il eût été impossible de pourvoir du fait de la politique de "croissance zéro" de l'UNICEF. C'est en grande partie à leur travail et à celui des comités nationaux que les activités d'éducation au développement de l'UNICEF doivent leur succès. L'administrateur stagiaire danois est aujourd'hui fonctionnaire chargé de l'éducation au développement au Siège de l'UNICEF à Genève.

Création de groupes d'affinités

39. La création de "groupes d'affinités" sur le modèle du Groupe de travail nordique sur l'éducation au développement demeura l'un des principaux objectifs des comités nationaux. Les comités français, italien et belge avaient repris l'idée avec enthousiasme et formé un "Groupe latin" auquel participaient également les comités espagnol, portugais, grec, luxembourgeois et suisse ainsi que le Comité de Saint Marin. Ce groupe était appelé à favoriser les échanges d'information et d'assistance entre ses membres. D'autres comités préférèrent

s'orienter vers la création de collectifs actifs dans le domaine de l'éducation au développement au niveau national, ou adhérer à des collectifs existants.

Coopération régionale en Europe

40. La collaboration avec les institutions européennes était une question qui intéressait moins les comités que le Siège de Genève. Parmi ces institutions, citons la Communauté économique européenne qui, grâce au programme de co-financement de sa Commission, contribuait au financement des projets d'éducation au développement soumis par les ONG, et le Conseil de l'Europe qui avait invité l'UNICEF à collaborer à l'organisation de plusieurs séminaires de formation des enseignants.
41. Le Centre de développement et le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE sont des institutions représentatives des mêmes pays industriels au sein desquels fonctionnent des comités nationaux pour l'UNICEF. L'information émanant du CAD était régulièrement communiquée aux comités, par le biais du centre d'échanges d'information et de Notes et nouvelles. Il s'est peu à peu avéré que la force de l'éducation au développement résidait dans la constitution de réseaux.

"Il faut pour commencer réduire et éliminer la suspicion et le manque de confiance qui règnent dans les assemblées internationales. Les institutions internationales ont affaire principalement aux gouvernements, mais elles devraient s'efforcer de faire entrer dans le dialogue d'autres groupements sociaux importants. (...) L'effort visant à la création d'un nouvel ordre économique international suppose que l'on fasse appel aux groupes importants au sein des sociétés concernées par les changements envisagés et qu'on les persuade de les soutenir."

Nord-Sud: Un programme de survie

"Eduquer l'opinion publique", in chap. 16:

Organisations internationales et négociations

Séminaires et matériels d'étude

42. La première session du Groupe d'étude des comités nationaux fut convoquée à Genève en mai 1980. Elle réunissait des responsables de l'information et de l'éducation de onze comités européens ainsi que quatre consultants en pédagogie français, allemand, hongrois et britannique. Les discussions portèrent sur l'éducation au développement au niveau national, la création de groupes de travail

d'affinités/régionaux/linguistiques, la coordination entre les séminaires et ateliers nationaux ou régionaux, l'évaluation des services fournis par l'UNICEF et un échange général d'expériences et de points de vue. Cette réunion adopta un certain nombre de recommandations appuyant les travaux du Centre de l'éducation au développement et appelant à un accroissement des ressources qui lui étaient allouées. Cette réunion avait fait la preuve de son utilité en permettant un large échange d'idées et d'expériences. C'est pourquoi d'autres sessions du même ordre lui firent suite.

43. En mai 1980 toujours, le Ministère français de l'éducation nationale, le Ministère de la coopération et le Comité français pour l'UNICEF organisèrent à Laon, près de Paris, un séminaire sur "Le Tiers Monde à l'école". Des directeurs d'écoles normales et de centres pédagogiques de toute la France y participèrent. C'est le Secrétaire d'Etat à l'éducation qui ouvrit le débat sur l'intégration de l'éducation au développement dans les programmes scolaires du premier cycle du secondaire et sur l'éveil à cette question dès le primaire et la maternelle.
44. Auparavant, l'UNICEF Genève, le Conseil de l'Europe et l'Académie Donaueschingen de la République fédérale d'Allemagne avaient collaboré à l'organisation, en mars 1980, d'un séminaire sur "L'Education au développement dans les écoles secondaires", auquel avaient participé 33 enseignants de RFA et des responsables de l'éducation des comités de la RFA et de la Suisse et du Comité UNICEF-Canada.
45. La pochette sur l'Education pour la paix, produite à la fin de l'année 1979, remporta un immense succès en 1980. Les demandes affluaient du monde entier. A la requête de la Direction de l'enseignement de Genève, des exemplaires furent distribués pour être testés aux enseignants de toutes les écoles secondaires du Canton. L'UNESCO le remit à tous les participants à son Congrès sur l'éducation au désarmement, tenu à Paris, en juin. Les organisateurs d'une consultation sur "Le militarisme, les femmes et les enfants" l'offrirent à tous les membres participants de l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines, de l'UCJG et du Conseil oecuménique des Eglises.

Le Sous-groupe du CCINU sur les femmes et le développement

46. La Conférence de Copenhague sur les femmes et, plus particulièrement, le Forum des ONG, accordèrent une place prépondérante à l'éducation au développement: participation à un certain nombre de groupes de travail et d'activités, expositions, présentation de pochettes éducatives furent les moyens employés.

47. La demande de pochettes éducatives et d'autres publications ne cessa d'augmenter; fin 1980, onze personnes travaillaient au sein des comités nationaux aux questions liées à l'éducation au développement. Le programme de travail du Groupe de travail inter-agences sur l'éducation au développement du CCINU augmenta aussi : à sa session d'octobre 1980, le Groupe décida de créer un Sous-groupe sur les femmes et le développement, en vue d'assurer un suivi à la Conférence de Copenhague. Ce sous-groupe devint le premier mécanisme inter-agences ONU/ONG de préparation de matériels sur le développement.
48. Dès le début, les organisations membres du Sous-groupe, qui se réunissaient fréquemment sous la présidence de l'UNICEF, décidèrent d'associer des groupes de femmes et d'autres associations à la production de pochettes éducatives. Le Sous-groupe comprenait une quinzaine d'institutions des Nations Unies et d'ONG. Sa première pochette, élaborée en commun, "Les femmes et les handicaps", fut produite en 1980. Une pochette sur "Les femmes, la santé et le développement" suivit en 1981.

Consultations nationales avec les ONG

49. Les préoccupations de l'UNICEF ont été mises en pleine lumière lors des consultations nationales que le Service de liaison non gouvernemental/Genève avait commencé à organiser au nom du Groupe de travail du CCINU avec les ONG nationales de certains pays. La première se réunit au Royaume-Uni, à la suite d'une enquête sur la position de l'éducation au développement dans ce pays. L'UNICEF Genève et le comité national concerné ont participé à chacune de ces consultations.

1981 : Voyage d'étude en Jamaïque

50. Onze spécialistes de l'éducation de six pays européens se rendirent en Jamaïque au printemps 1981. Là, comme au Sri Lanka, ils vécurent avec des enseignants jamaïcains, partageant leur vie sociale et professionnelle de tous les jours. L'organisation et la réalisation de cette mission avaient été rendues possibles grâce au concours actif que l'UNICEF-Kingston, le Ministère de l'éducation et l'Association des enseignants jamaïcains avaient apporté à l'UNICEF Genève. Pour donner suite à ce voyage, un séminaire fut organisé en mai, immédiatement après la 2e réunion du Groupe de travail des comités nationaux pour l'UNICEF, tenue à Henley (Royaume-Uni), de façon que les comités qui n'avaient pas participé au voyage puissent bénéficier de ses enseignements.

51. A l'échelon national, les activités liées à l'éducation au développement étaient plus nombreuses, et beaucoup de comités publiaient les nouvelles pochettes dans leur langue nationale: le Comité hongrois, par exemple, s'adjoignit à cette fin les services de futurs professeurs de langue. Trois pochettes éducatives furent produites en 1981: le No. 9, "Histoire globale des handicaps", fut suivi de "Du bric-à-brac précieux - l'utilisation ingénieuse de matériaux de récupération au Sahel" et de "Une goutte d'eau". Des Documents sur l'éducation au développement furent publiés sur tout un éventail de sujets: "L'éducation au développement aux Etats-Unis" (No. 14), "Education au développement, contenu et stratégies - suggestions" (No. 15), "Le rôle des jeux dans l'éducation au développement" (No. 16) et "Priorités des ONG pour les années 1980" (No. 17). Ces documents, tout comme les Notes et nouvelles et les notices du Centre d'échange d'informations continuaient à être publiés en anglais et français.
52. Des liens de coopération étroite s'établirent entre l'UNICEF et le Réseau international des groupes d'action pour l'alimentation infantile (IBFAN) ainsi que les ONG s'occupant de handicapés. Des réunions d'information sur ces deux questions furent organisées à Genève. Une déclaration sur l'alimentation du nourrisson fut faite au Congrès de la Conférence internationale des sages-femmes, à Brighton. En outre, des contributions ont été apportées aux travaux des comités d'ONG sur les soins de santé primaires et sur le développement rural, à la Consultation nationale CCINU/ONG à Bonn, au Séminaire International Prix Jeunesse sur les films de télévision et la compréhension internationale, à Munich, en juin, et à un séminaire sur l'éducation au développement, organisé en juin également, par la Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante (CMOPE).
53. Le Comité suisse organisa à l'intention de professeurs et spécialistes suisses de l'éducation un voyage d'étude en Indonésie et présenta un stand à l'exposition DIDACTA de Bâle. Le Comité autrichien organisa à Linz, en liaison avec le Ministère de l'Education, un séminaire spécial de formation des enseignants. Le Comité UNICEF-Canada envoya un groupe d'étude en Tanzanie et son Directeur général adjoint fut nommé Président de la Commission internationale pour l'éducation au développement international de l'Ontario. Le Comité français, quant à lui, organisa au nom du Groupe latin, un Colloque international sur l'éducation au développement, à Nice, en octobre 1981. Des observateurs des Ministères de la coopération et de l'éducation y participèrent.

Le concept d'éducation au développement : contribution du Groupe latin

54. C'est à cette époque que le Groupe latin décida d'établir une structure de liaison permanente qui permettrait aux comités de se tenir mutuellement au fait de leurs besoins réels, de leurs programmes en cours et de leurs projets. le Groupe latin décida que les principaux objectifs de l'éducation au développement étaient:
- "procéder à une analyse critique de ce qu'est et de ce que devrait être le développement, qui touche tous les pays et tous les peuples;
 - éveiller l'intérêt et la curiosité des enfants et des jeunes en développant leur capacité à analyser leur propre situation et celle des autres, de manière à connaître les problèmes mondiaux et leur incidence sur les problèmes quotidiens de la société dans laquelle ils vivent;
 - faire en sorte que l'enfant puisse reconnaître, comprendre et respecter les différences entre les peuples et l'inciter à savoir tirer profit des autres cultures, par le biais d'un échange d'expériences;
 - expliquer les causes et les conséquences de la pauvreté et la nécessité de lutter pour la justice économique et sociale;
 - stimuler et entretenir l'intérêt de l'enfant pour l'évolution économique, sociale et écologique;
 - renforcer la coopération et la solidarité entre les peuples et le respect des droits de l'Homme;
 - encourager l'enfant à participer au développement de la communauté et à devenir un membre actif et responsable de la société locale, nationale et mondiale."
55. Dans cette perspective, le Groupe estimait "qu'il y a développement quand l'être humain, et en particulier l'enfant, est au centre de la stratégie du développement et lorsqu'aux concepts d'aide et de charité se substituent ceux de coopération, de justice et de dignité". Les membres du Groupe réaffirmaient leur commune détermination "à poursuivre et amplifier leurs efforts afin que, dans leurs pays respectifs, jeunes, enseignants, pouvoirs publics et public en général, prennent conscience de la nécessité absolue de transformer les relations actuelles entre les peuples et d'oeuvrer à cette fin". L'UNICEF et son Conseil d'administration furent invités à se livrer à

"une réflexion sérieuse, en vue d'étudier, de définir et de disséminer largement les principes généraux de la politique de développement de l'UNICEF en matière d'éducation au développement, d'établir un plan d'action méthodique dans le cadre de son programme d'information et de former un groupe de travail réunissant des membres désignés par les comités et le Secrétariat, de manière à créer les conditions pour la mise sur pied d'un véritable 'Centre d'éducation au développement'".

Vers une politique de l'éducation au développement de l'UNICEF

56. Si, au moment où ces pages sont écrites (octobre 1985), ces recommandations n'ont pas encore été pleinement mises en oeuvre, nombre de tentatives ont été faites dans ce sens, dont un document d'orientation pour l'éducation au développement, destiné à être soumis au Conseil d'administration. En outre, un projet de "Recommandation" au Conseil demande que l'éducation au développement soit considérée, dans le "Nord", comme un programme de communication au même titre que les services de communication pour l'appui aux programmes dans le "Sud", qu'elle soit co-financée par l'UNICEF et les comités nationaux, qu'elle constitue un "projet noté" spécial, qu'elle soit dotée du personnel suffisant et de ressources financières appropriées. En outre, il est proposé, d'une part, que les comités nationaux détachent à Genève les membres de leur personnel qui travaillent à l'éducation au développement afin qu'ils y reçoivent une formation et participent aux travaux et, d'autre part, que le Fonds d'assistance mutuelle fasse office de "fonds de roulement" pour les publications et activités des comités nationaux en la matière, etc. (Seule cette dernière proposition est devenue réalité, permettant ainsi la publication de pochettes de base sur l'éducation au développement).
57. Néanmoins, les bureaux extérieurs ressentaient de plus en plus la nécessité de mettre au point des matériels d'éducation au développement très différents, qui aideraient les comités nationaux d'Europe et des autres pays industrialisés dans leur activités de sensibilisation. Les bureaux extérieurs reçurent alors plus volontiers les membres des comités nationaux, venus sur place recueillir des informations. C'est avec plaisir qu'ils collaborèrent à l'organisation des voyages d'étude. Ce n'est que par manque de ressources humaines et financières qu'aucun voyage d'étude axé sur l'éducation au développement n'a été organisé après celui de la Jamaïque, en 1981. Il est certain que les comités nationaux déplorent l'absence de tels voyages. En fait, le choix des enseignants susceptibles d'accueillir les participants, la nécessité d'organiser suffisamment à l'avance et avec le plus grand soin des entreprises

aussi délicates, la mise sur pied de séminaires de suivi et la publication des documents exigent qu'un fonctionnaire à plein temps soit recruté ou encore qu'un Comité national détache un spécialiste de l'éducation au développement.

Education au développement ou éducation pour le développement?

58. Alors même que les efforts de l'UNICEF et du Groupe de travail du CCINU commençaient à porter leurs fruits, l'expression "éducation au développement" devint matière à controverse. En effet, certains souhaitaient l'appliquer aux programmes d'éducation mis en oeuvre dans les pays en développement, tandis que d'autres craignaient que cette démarche ne mine un mouvement encore faible dans le monde industrialisé.
59. Fin 1981, le Groupe de travail du CCINU publiait, sous la direction de l'UNICEF, un document qui passait en revue les efforts entrepris depuis 1975 pour promouvoir la coopération inter-agences dans ce domaine et proposait un programme d'action pour 1982-83. Le document mettait en relief la différence qui existe entre éducation au développement - un processus de sensibilisation des populations du monde industrialisé aux problèmes du développement mondial, à leurs effets dans le Tiers Monde et au rôle que les pays "développés" ont joué et peuvent jouer pour résoudre ces problèmes - et l'éducation pour le développement - qui consiste essentiellement à encourager l'éducation des enfants dans les pays en développement et la formation de personnel de santé, etc.. Bien que ces deux concepts soient étroitement liés et que leurs conséquences à long terme soient similaires, le processus diffère totalement et exige des approches spécifiquement adaptées à l'appartenance des pays visés au "Nord" ou au "Sud".
60. Robert MacNamara résumait bien la situation, lorsqu'il déclarait, en quittant la direction de la Banque mondiale en 1981:

"l'une de mes plus grandes déceptions a été de constater que ni nous-mêmes ni les autres n'avons réussi à faire comprendre aux sociétés des pays industrialisés la nature et l'ampleur des changements qu'ont subis, au cours des dix dernières années, les relations économiques et politiques entre nations - et notamment leur interdépendance de plus en plus profonde."

1982 : Un concept en évolution

61. Le rapport et le projet de plan d'action du Groupe de travail furent approuvés par la session plénière du CCINU, en 1982. Ils bénéficièrent d'un large soutien lors de la Réunion d'information sur le développement qui suivit et à laquelle participèrent les responsables de l'information des ministères de la coopération des pays de l'OCDE et leurs collègues des institutions spécialisées des Nations Unies.
62. Au sein de l'UNICEF, le personnel chargé de l'éducation au développement proposa que le concept soit considéré de manière évolutive, en fonction des transformations de chaque société ou secteur de société. L'éducation au développement devrait alimenter les réflexions et les actions qui peuvent favoriser une participation populaire aux changements pour le progrès social. Sensibiliser les habitants du "Nord" aux problèmes socio-économiques du "Sud", améliorer la compréhension de ces problèmes et promouvoir la recherche d'une solution par une restructuration de la société mondiale, dans le cadre d'un nouvel ordre économique et social international fondé sur l'équité, la justice, la coopération et l'interdépendance, tels sont les objectifs à long terme.
63. Considérée comme une éthique de solidarité, comme un mouvement vers la justice et l'égalité internationales, l'éducation au développement devient un processus, doté de sa propre dynamique, un processus dont les objectifs immédiats dépendent des possibilités qui sont offertes. Son but essentiel est d'encourager les démarches les plus appropriées à la situation - tant dans le domaine scolaire qu'extra-scolaire - de façon que les populations participent à la répartition plus équitable des ressources au profit des membres les plus vulnérables des sociétés démunies : les femmes et les enfants. Au sein du système des Nations Unies, le rôle de l'UNICEF vis-à-vis des enfants et celui de l'UNESCO en matière d'éducation sont complémentaires; la communauté d'intérêt de ces deux institutions est évidente.

La réunion de Moscou

64. Ces idées prirent corps à l'occasion de ce qui fut peut-être l'événement le plus important de l'année 1982, dans le domaine de l'éducation au développement: la Réunion du groupe d'experts à Moscou (2) sur "L'éducation au développement en Europe". Organisée conjointement par l'UNICEF Genève et l'Alliance des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge soviétiques, cette réunion, qui rassemblait des experts de 15 pays, avait été précédée de six mois de travaux préparatoires intensifs. Cinq groupes d'orateurs furent

constitués qui traitèrent chacun de l'une des cinq composantes du thème général. Outre les deux documents "officiels" de l'UNICEF, des communications avaient été préparées à l'avance par des experts français, norvégien, suisse, soviétique et finlandais.

65. Cette réunion sur l'éducation au développement, la première du genre en Europe de l'Est, connut un succès retentissant. Alors même que nombre de participants n'avaient, au début de la réunion, que des idées imprécises, confuses, voire erronées sur la question, les séances des groupes de travail aboutirent à l'adoption, à l'unanimité, d'un ensemble de conclusions et de recommandations qui, depuis, ont eu une incidence considérable sur les travaux des comités nationaux et du Secrétariat. Bien que la plupart des recommandations au Secrétariat et au Conseil d'administration n'aient pas encore été complètement mises en oeuvre, cette réunion a permis de préciser le concept de l'éducation au développement et de susciter à son égard un intérêt accru de la part des comités nationaux d'Europe de l'Est.

Collaboration accrue avec les ONG

66. Dans le même temps, la coopération avec les ONG s'intensifiait. L'UNICEF fut invité à faire une déclaration à l'occasion de la Réunion sectorielle organisée par le Conseil de l'Europe avec les ONG en 1982 sur le thème de l'éducation au développement. Le Sous-groupe CCINU/ONG sur Femmes et Développement publia sa deuxième pochette intitulée "Les Femmes, la santé et le développement" et en mit une troisième en chantier, qui a pour thème le rôle de la femme dans le développement économique et social. Le nombre des visiteurs au Centre de l'éducation au développement s'accrut considérablement et de nombreuses réunions d'information furent organisées.
67. L'UNICEF fut invité à participer à diverses conférences et assemblées des ONG, notamment, la 29e Assemblée de la Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante (CMOPE); le Séminaire NOI/Jeunes sur la femme et le nouvel ordre international, à Amsterdam; la Conférence du Conseil international d'éducation des adultes, à Paris, sur le thème "Pour un développement authentique"; la Conférence de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies (FMANU) sur "L'éducation pour la compréhension internationale", à Oslo. L'UNICEF fut également invité à participer à diverses réunions organisées par l'UNESCO et le Centre des Nations Unies à Vienne.

(2) Voir Rapport final, "Réunion du groupe d'experts: l'éducation au développement en Europe", septembre 1982, UNICEF Genève

Billet aller-retour et autres matériels

68. Un dépliant spécial sur la pochette "Une approche de l'Education pour la Paix" fut publié à l'occasion de la 2ème Session extraordinaire de l'Assemblée des Nations Unies consacrée au désarmement, à New York. En outre, trois nouvelles pochettes furent élaborées et diffusées: le No. 12, "Vivre au Liban" (traduite aussi en arabe par le Bureau de Beyrouth) ainsi que les deux premières pochettes Billet aller-retour, de Sarah Hobson: le No. 13, "L'enfant du désert - Fatimettou de Mauritanie", et le No. 14, "L'enfant des montagnes - Oscar du Pérou". Comme le No. 15, "L'enfant de la forêt tropicale - Pauline de Malaisie", produite en 1983, ces dernières pochettes s'intégraient dans un accord quadripartite conclu entre Yorkshire Television, productrice de la série en six épisodes intitulée "Billet aller-retour" et réalisée par Sarah Hobson, Macdonald Educational, éditeur du livre pour enfants du même titre, l'UNICEF et le Comité du Royaume-Uni. La série télévisée, le livre et les pochettes constituent un ensemble cohérent de matériels d'éducation au développement.
69. Le Document sur l'éducation au développement No. 21, qui avait pour auteur Michael Storm, inspecteur pédagogique pour la Inner London Education Authority, portait sur "Education au développement et éducation multi-ethnique - certains points de litige". Le No. 22, sur "L'éducation au développement et l'éducation pour la paix: de l'antagonisme à la coopération", était l'oeuvre du Professeur Robin Burns de l'Université de La Trobe, Australie. Le No. 23, intitulé "L'enfant responsable", avait été rédigé par Nils Hartman, fonctionnaire chargé d'éducation au développement au Comité danois. Le numéro de 1982 de Notes et nouvelles sur l'éducation au développement était le dernier du genre. Dorénavant, les Notes et nouvelles ainsi que les Documents sur l'éducation au développement seraient publiés dans les pages spéciales de Forum d'idées, présentant aussi des pochettes éducatives et autres matériels. Des liens de coopération avaient été établis avec l'Ecole internationale de Genève qui testait les pochettes éducatives et avait mis sur pied un groupe de travail sur l'éducation au développement afin de réaliser des projets spéciaux, d'organiser des expositions et de préparer des exposés pour les parents d'élèves.

1983 : l'éducation au développement dans la politique de relations extérieures de l'UNICEF

70. Le débat sur l'éducation au développement, mené dans le cadre de la Réunion annuelle des comités nationaux tenue à Genève en avril 1983, aboutit à la préparation d'une session spéciale du Groupe de travail

sur l'éducation au développement, qui siégea à l'occasion de l'Atelier sur les Relations extérieures, en novembre, à Rome. Auparavant, le Centre d'éducation au développement avait entrepris une étude sur les activités des comités nationaux. Leo Fernig, éminent spécialiste international de l'éducation, en analysa les conclusions. Le document qui en résulta, "L'éducation au développement dans les pays industrialisés" (3) constitua un important document de base pour le Groupe de travail.

71. Cette entreprise de grande envergure, qui s'ajoutait à de multiples activités, accrut encore la charge de travail qui, en cette année 1983, pesait sur l'UNICEF. Il fallut intensifier la préparation de la troisième pochette éducative CCINU/ONG, sur le rôle de la femme dans le développement économique et social, tout en satisfaisant à une demande accrue pour la deuxième pochette "Les Femmes, la santé et le développement", désormais diffusée dans le monde entier. L'Organisation pan-américaine de la santé fit savoir qu'elle souhaitait adapter la version espagnole mise au point par le Comité espagnol à Madrid, pour diffusion en Amérique latine. S'ajoutaient à cela la préparation et la diffusion du rapport de la réunion de Moscou et le lancement, en collaboration avec la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, d'un programme sur la Révolution au profit de la survie et du développement des enfants (RSDE).
72. Les consultations nationales du CCINU, à Londres et Paris, une réunion du Centre européen de la jeunesse, à Strasbourg, la Conférence d'experts en éducation organisée par le Département de l'information des Nations Unies sur "L'enseignement relatif aux Nations Unies", au Luxembourg, le Symposium du Conseil de l'Europe sur l'éducation aux droits de l'homme, à Vienne, la Réunion régionale européenne sur l'Année internationale de la jeunesse (AIJ) à Costinesti, Roumanie, le Séminaire conjoint Conseil de l'Europe/UNICEF sur l'éducation au développement, à Donaueschingen, les contributions aux réunions des comités nationaux sur l'éducation au développement, à Messine (Italie), en Norvège et au Danemark - toutes ces activités, et plus particulièrement celles qui étaient liées à l'AIJ (pour laquelle le Centre de l'éducation au développement a été choisi comme "point focal" pour l'UNICEF) - ont ralenti la production de matériels sur l'éducation au développement ainsi que leur diffusion. La rédaction

3 Etude des comités nationaux: l'éducation au développement dans les pays industrialisés, novembre 1983, UNICEF Genève

des articles publiés dans Forum d'idées et la préparation des pages consacrées à l'AIJ et à l'éducation au développement, la demande accrue de pochettes éducatives et d'affiches, n'ont permis de produire qu'une seule pochette de documentation en 1983: le No. 16, "Grandir au Zimbabwe".

Un réexamen de la théorie et de la pratique de l'éducation au développement

73. En juin 1983, des fonctionnaires des Sièges de New York et Genève se réunirent pour faire le point sur la philosophie et la pratique de l'UNICEF en matière d'éducation au développement, après une première réunion préliminaire en décembre 1982. La réunion de juin conclut que, dans le contexte de la politique de relations extérieures de l'UNICEF, l'éducation au développement "s'inscrivait dans le cadre des efforts de plaidoyer qui étaient: 1) orientés sur des groupes spécifiques; 2) liés à une situation d'apprentissage et qui 3) contenaient une composante dynamique". Il était essentiel de motiver les différents groupes de manière qu'ils placent au centre de leurs préoccupations les questions du développement relatives aux enfants et de créer ainsi un système d'appui spécialisé aux programmes prioritaires de l'UNICEF.

74. La réunion estima qu'étant liée à l'orientation des programmes et de la politique de l'UNICEF, l'éducation au développement devait adopter une approche méthodologique qui montre, par exemple, le lien qui existe entre les conditions et les problèmes qui prévalent aux échelons local, national et mondial, et fasse étudier les réalités de l'interdépendance ainsi que les causes sous-jacentes du mal-développement (c'est-à-dire tant le sur-développement que le sous-développement). L'enfant constituant l'un des éléments essentiels de l'éducation au développement, cette dernière s'adresse spécifiquement aux adultes qui ont une influence particulière sur les enfants, que ce soit à l'école ou en dehors de l'école: enseignants, producteurs de télévision, éditeurs de livres pour enfants, etc.. L'UNICEF doit se tourner vers les organisations non gouvernementales pour mettre en oeuvre ses activités d'éducation au développement. Naturellement, les comités nationaux restent, dans ce domaine, les partenaires privilégiés de l'UNICEF dans les pays industrialisés, étant donné le rôle particulier qu'ils jouent, à l'échelon national, auprès des groupes de soutien. Ce sont ces conclusions qui fournirent la matière de la présentation sur l'éducation au développement qui eut lieu lors de l'Atelier sur les Relations extérieures, en novembre.

Diffusion record

75. Le Centre de l'éducation au développement distribua, en 1983, un volume record de matériels. 1 681 pochettes en français, 1 547 en anglais, et 3 475 jeux de diapositives en vue de la publication de pochettes en d'autres langues furent commandés. Les comités nationaux financèrent la totalité de ces envois. En outre, les comités reçurent 1 400 dépliants sur la pochette "Education pour la paix", 4 000 dépliants "Billet aller-retour", 481 paquets de "Jeux du monde", et environ 2 400 affiches. Une information plus détaillée est présentée dans l'Annexe B. L'Annexe A donne la liste des matériels sur l'éducation au développement qui ont été envoyés par le biais du centre d'échange d'information entre le 1 janvier et le 1 novembre 1983 (cette liste a été préparée spécialement pour l'Atelier sur les Relations extérieures).

1984 : Le Groupe de réflexion de Zurich et le Séminaire de Budapest

76. Conséquence directe de l'Atelier sur les relations extérieures, un groupe de réflexion spécial se réunit à Zurich en février 1984, pour étudier "un cadre conceptuel pour l'éducation au développement au sein de l'UNICEF". En outre, un séminaire national sur l'éducation au développement se déroula à Budapest en avril 1984. Des rapports sur ces deux réunions furent soumis à la Réunion annuelle des comités nationaux de 1984, à Rome, et apparurent comme des apports utiles à l'Atelier sur l'éducation au développement qui, sur décision de la Réunion, devait se tenir début 1985.

77. Le séminaire de Hongrie réunit non seulement des universitaires mais aussi des représentants d'organisations de jeunesse et de femmes, de la télévision, de la radio et de la presse et des éditeurs; les participants soulignèrent que pour mieux toucher les enfants, il était nécessaire de former les adultes, et en particulier les enseignants, les auteurs de manuels scolaires et la presse. Ils mirent l'accent sur le fait que si les jeunes regardent souvent les programmes de télévision destinés à leurs aînés, l'inverse n'est pas toujours vrai. Finalement, ils proposèrent l'adoption d'un "code de conduite" applicable par tous. Des représentants du Comité français, du Comité du Royaume-Uni et de l'Académie soviétique des sciences pédagogiques participaient aussi à ce séminaire. Le représentant de cette dernière institution avait été co-rapporteur de la réunion de Moscou et put donc évoquer les nombreuses suites qui lui avaient été données en URSS. Il souligna notamment qu'il était question d'inclure l'éducation au développement dans les nouveaux programmes élaborés à la faveur de la réforme scolaire en cours en Union soviétique. Il est très possible que le séminaire de Budapest aboutisse à une intensification des efforts en Europe de l'Est.

Passage de témoin au Comité commun de l'information

78. C'est en 1984 aussi que l'UNICEF renonça à son rôle "d'institution responsable" du Groupe de travail sur l'éducation au développement du CCINU. Après avoir pris la succession, en janvier 1979, de la FAO/ Action pour le développement, l'UNICEF s'était efforcé pendant cinq ans et malgré le manque de personnel pour son propre travail d'éducation au développement, de renforcer la coopération parmi les institutions des Nations Unies oeuvrant dans ce domaine, d'amener les autres à entreprendre des activités d'éducation au développement, et d'ouvrir la voie à une collaboration directe entre institutions des Nations Unies et ONG concernées.
79. Beaucoup a été fait dans ce sens. En avril 1984, à Paris, l'UNICEF annonçait à la réunion plénière du CCINU, qu'il renonçait à son rôle "d'institution responsable", bien que ses partenaires lui aient demandé de continuer à assumer cette fonction. L'UNICEF proposait que le Service de liaison non gouvernemental des Nations Unies, mécanisme inter-agences co-financé par l'UNICEF et qui avait toujours soutenu l'Organisation dont son rôle de "chef de file", devienne le "secrétariat principal" du Groupe de travail. En outre, l'UNICEF proposait que la présidence du Groupe soit confiée, à tour de rôle, aux organisations-hôtes, ce qui permettrait d'accroître la participation et l'engagement de toutes les institutions. Le CCINU adopta cette proposition à l'unanimité et remercia chaleureusement l'UNICEF de ses efforts et de la promesse qu'il avait faite de rester un membre actif du Groupe de travail.

1985 : La réunion de Lisbonne

80. Trois ans et demi après sa réunion de Nice, le Groupe latin organisait en mars 1985, à Lisbonne, une grande réunion sur l'éducation au développement à laquelle participèrent non seulement ses membres (dont des représentants du Comité national roumain et de la Commission yougoslave pour la coopération avec l'UNICEF) mais aussi de hauts fonctionnaires du Ministère de l'éducation portugais, des spécialistes de l'éducation et des enseignants. Les Comités français et portugais furent les hôtes de cette réunion qui consolida le programme d'éducation au développement au Portugal et donna aux membres du Groupe latin l'occasion de procéder à des échanges de vues et d'expériences.

L'Atelier mondial sur l'éducation au développement - Bossey

81. Le premier Atelier mondial de l'UNICEF sur l'éducation au développement fit suite à la réunion de Lisbonne. Celui-ci se déroula en juin à Bossey, près de Genève, sous la présidence de Robert Smith, Directeur du Comité du Royaume-Uni et Président du Groupe de travail des comités nationaux sur l'information. Tous les participants prirent part à trois groupes de travail, dont l'un traita de la transformation des matériels de la RSDE en programmes d'éducation, le deuxième de l'éducation au développement dans le cadre de la situation d'urgence en Afrique, et le troisième des enfants vivant des conditions particulièrement difficiles - un thème qui sera soumis à la session de 1986 du Conseil d'administration et sur lequel le Centre de l'éducation au développement de Genève prépare une pochette spéciale. Les comités présentèrent leurs matériels d'éducation au développement et leurs productions audio-visuelles. Ce faisant, ils suscitèrent des débats informels quant aux possibilités d'échanges en la matière.
82. Les participants émiront une recommandation demandant que d'autres Ateliers sur l'Education au développement soient organisés régulièrement à l'avenir et se réunissent indépendamment du Groupe de travail sur l'information. Orientés sur des actions concrètes, ils devraient aussi couvrir l'éducation extra-scolaire et les activités de sensibilisation auprès des adultes. De surcroît, l'Atelier demanda qu'il soit procédé à une évaluation systématique des résultats des efforts d'éducation au développement que les comités avaient déployés à ce jour. Enfin, et surtout, il recommanda que l'éducation au développement devienne un programme officiel de l'UNICEF, doté du financement et du personnel adéquats, et bénéficie d'un engagement accru de la part de l'UNICEF.
83. Les comités nationaux demeureraient au centre des activités d'éducation au développement de l'UNICEF mais seraient autorisés à garder une partie de leurs contributions à l'UNICEF au titre de l'éducation au développement. Cette partie serait utilisée pour financer le programme plutôt que pour couvrir des frais administratifs. Cette recommandation et celle qui a trait à l'institutionnalisation des Ateliers sur l'éducation au développement ont été soumises pour examen à la prochaine réunion du Groupe permanent des comités nationaux. Le voeu a été formé que le Conseil d'administration de l'UNICEF débattre de l'éducation au développement lors de sa session de 1987 et recommande que cette activité devienne un programme à part entière.

84. L'intérêt qu'a suscité l'Atelier (auquel ont pris part des délégués de l'Australie et des Etats-Unis), et la richesse des matériels que les comités ont présentés prouvent que ces derniers sont conscients de l'importance de l'éducation au développement et jouent un rôle très actif dans ce domaine. Il a été souligné que le meilleur appui que l'UNICEF peut apporter aux efforts déployés par les comités réside dans les matériaux bruts de haute qualité - photos, diapositives, films, données et reportages - que les comités peuvent utiliser et adapter en fonction de leurs besoins. L'UNICEF peut aussi et très utilement assumer une partie du financement des voyages de pédagogues dans des pays en développement pour faciliter la préparation de matériel didactique.
85. Au surplus, il a été rappelé que le Siège joue le rôle capital d'intermédiaire entre les comités nationaux et les bureaux extérieurs: il informe les comités des évolutions que connaît l'UNICEF et sert de centre d'échange d'informations entre les comités. Les participants se sont déclarés favorables au projet du Siège qui souhaite informatiser le Centre de l'éducation au développement, produire un Bulletin mensuel sur l'éducation au développement ainsi qu'un Bulletin signalétique sur l'information qui présentera des extraits de matériels et programmes utiles. Forum d'idées n'étant plus publié, ces bulletins satisferont aux besoins, importants, des comités.

Tendances actuelles au sein des comités nationaux

86. Les comités nationaux ont continué à élargir leurs activités d'éducation au développement et à les intégrer dans leurs structures. Onze comités disposent aujourd'hui d'au moins un fonctionnaire chargé à plein temps de l'éducation au développement et neuf autres bénéficient d'une assistance à temps partiel qui, dans quelques cas, est fournie par un enseignant détaché par le Ministère de l'éducation. Le matériel que publient les comités nationaux est, dans la plupart des cas, lié à d'autres activités d'appui: expositions et conférences (par exemple, en France), séminaires et groupes de travail (pays nordiques, France, Espagne). Le Comité suisse a mis en place un centre dont les très nombreuses activités englobent des services consultatifs, d'expérimentation et d'évaluation. Au Canada et en Espagne, les comités provinciaux déploient leur action dans les écoles et les institutions locales, comme le font les 80 sous-comités locaux que compte la République fédérale d'Allemagne. Dans les pays dotés d'un système d'éducation fortement décentralisé (par exemple, la Suisse, le Royaume-Uni, les Etats-Unis), les comités respectifs s'efforcent de s'intégrer aux réseaux nationaux et locaux existants.

Succès des programmes pilotes

87. Les programmes pilotes mis en oeuvre en France et en Italie ont remporté un succès considérable. Des milliers d'écoles italiennes participent aujourd'hui au programme du Comité national dont le symposium national annuel, organisé jusqu'en 1983, avait atteint des dimensions telles qu'il a fallu le remplacer par une série de symposiums régionaux annuels. Jamais auparavant, l'action de l'UNICEF n'avait trouvé un tel soutien auprès du public italien. Le Ministère français de l'éducation nationale a adressé une circulaire à tous les enseignants au sujet de l'intégration de l'éducation au développement dans les programmes scolaires.
88. De nombreux comités - français et nordiques notamment - estiment qu'il est de leur devoir de tenter d'influer sur les décisions de leur gouvernement dans un sens favorable à l'éducation au développement. En règle générale, le financement des activités d'éducation au développement est imputé sur les budgets ordinaires des comités. Néanmoins, des collectes de fonds pour soutenir l'éducation au développement sont organisées dans certains pays. Plusieurs comités bénéficient de l'aide de leurs agences gouvernementales de coopération au développement (par exemple, les comités nordiques) ou de la Commission des communautés européennes pour la publication de matériels ou l'organisation de séminaires.

Coopération avec d'autres groupes

89. La coopération avec les ONG nationales et d'autres groupes s'est accrue; plusieurs comités appartiennent à des regroupements ou collectifs nationaux plus vastes (en Suisse, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, notamment), alors que d'autres essaient de s'adjoindre la collaboration d'organisations officielles et non gouvernementales en invitant leurs représentants à être représentés dans leurs instances de décision. La plupart des comités comptent parmi leurs partenaires dans ce domaine des organisations de femmes et de jeunes, des associations confessionnelles ou professionnelles, des syndicats et des partis politiques. Nombre d'entre eux ont établi des liens de collaboration active avec les ministères de l'éducation et de la coopération, les associations d'enseignants et les instituts de formation des enseignants, les universités, les centres de recherche et les associations de parents d'élèves.

90. L'effort de longue haleine engagé pour inciter les comités à collaborer plus étroitement dans ce domaine avec leurs partenaires nationaux, commence donc, dans bien des cas, à porter ses fruits. Le Comité du Royaume-Uni, par exemple, collabore étroitement avec les Scouts, l'Union des jeunes agriculteurs, et divers groupements de femmes dans le cadre de programmes d'éducation au développement au Royaume-Uni qui les font entrer en contact avec des scouts, des agriculteurs et des groupements de femmes de pays en développement, et ce à l'intérieur de programmes soutenus par l'UNICEF.
91. Le Comité des Etats-Unis estime que ses efforts de sensibilisation aux problèmes de développement qui préoccupent l'UNICEF ont été valorisés par la création d'un Groupe de travail spécial des ONG pour la campagne au profit de la survie des enfants, dont la réunion d'août 1985 a réuni onze ONG (y compris Bread for the World, CARE, Catholic Relief Services, Christian Children's Fund, Global Perspectives in Education, Save the Children) et un représentant de l'USAID qui ont débattu des orientations et stratégies de la campagne.
92. Le Comité des Etats-Unis est aussi l'un des membres fondateurs du Groupe de travail conjoint sur l'éducation au développement qu'ont établi les ONG des Etats-Unis membres de InterAction (qui regroupe les organisations membres de l'ACVA (Conseil américain des agences bénévoles) et de PAID (Agences privées pour le développement international). Il est clair que ce puissant réseau d'éducation au développement a été créé pour répondre à l'attitude actuelle du public américain envers les activités des Nations Unies et agir rapidement pour permettre une meilleure prise de conscience des problèmes du développement.

Au-delà de 1985 : répondre à un impératif

93. Les comités nationaux et nombre d'ONG sont convaincus que, dans l'état actuel du monde, il est essentiel de pouvoir analyser et comprendre les processus de développement et de participer activement à une transformation positive. L'éducation au développement répond à cet impératif. Dans le même temps, les bureaux extérieurs de l'UNICEF témoignent d'un vif intérêt envers l'éducation au développement et sont davantage conscients de leur rôle dans ce domaine.
94. Les mots clefs de ce processus sont "partenariat" et "formation de réseaux". Partenariat et formation de réseaux non seulement entre les comités, mais aussi entre les comités et des groupes et réseaux similaires du Tiers monde. Un processus à double sens où l'on ne trouve ni "donateur" ni "bénéficiaire", mais simplement des êtres

humains et des collectivités qui oeuvrent ensemble pour améliorer la vie sur notre planète, pour sauver des vies d'enfants et pour instaurer, lentement mais sûrement, une plus grande justice dans les relations Nord-Sud et dans les relations mondiales en général.

95. En soutenant ces réseaux à vocation mondiale, les sièges et les bureaux extérieurs de l'UNICEF ont un rôle de la plus haute importance à jouer. En dix années d'existence, le programme d'éducation au développement a considérablement évolué au sein de l'UNICEF, s'adaptant, au fil des années, aux nouvelles exigences. Beaucoup reste à faire. En raison des initiatives qu'il a prises au cours de ces dernières années, l'UNICEF occupe, partout dans le monde, une position prééminente dans le domaine de l'éducation au développement; il ne pourra conserver cette position que s'il accorde à cette activité un soutien accru. En reconnaissant cette réalité, le Conseil d'administration donnera à l'UNICEF les moyens de continuer à jouer son rôle de chef de file par son travail et par l'appui qu'il donne à ses partenaires nationaux et internationaux.

Liste des matériels envoyés par le centre d'échanges du Centre

d'Education au Développement/ONG, Siège de Genève

1 janvier - 1 novembre 1983*

Matériel d'éducation au développement de l'UNICEF et publications connexes:

1. Rapport final de la Réunion du groupe d'experts: L'éducation au développement en Europe, Moscou 6-10 septembre 1982 (français et anglais)
2. Pochette éducative No. 13: 'L'enfant du désert: Fatimettou de Mauritanie'
Pochette éducative No. 14: 'L'enfant des montagnes: Oscar du Pérou'
Pochette éducative No. 15: 'L'enfant de la forêt tropicale: Pauline de Malaisie'

Dépliant promotionel 'Billet aller-retour'

Livre publié par Macdonald Ltd., en association avec l'UNICEF et la Yorkshire Television, 'Billet aller-retour'
3. Pochette éducative No. 16: 'Grandir au Zimbabwe'
4. Document d'Education au développement No. 25 'L'Education au développement au Royaume-Uni' (A compter du No. 26, les Documents d'éducation au développement sont publiés dans 'Forum d'idées')
5. Questionnaire et enquête sur les activités des comités nationaux dans le domaine de l'éducation au développement: 'Education au développement dans les pays industrialisés'

* Matériels envoyés aux comités nationaux; les productions de l'UNICEF sont également envoyées aux bureaux de terrain, aux ONG et à des groupes choisis.

A2.

Matériel d'éducation au développement des comités nationaux, rapports d'activités, etc.

6. Deux séries de diapositives sur le Vietnam, avec traduction anglaise du commentaire et des textes d'appui à l'intention des professeurs de géographie, histoire, éducation, etc. (produites par le Comité suédois)
7. Pochette éducative de la Journée universelle de l'enfant 1983 sur 'Nutrition and Children' (produit par le Comité australien) - anglais
8. 'El Nino y su Localidad', brochure et affiche produites par le Comité espagnol en collaboration avec le Ministère de l'éducation et des Sciences - espagnol
9. 'Aurinkosade' (Sunrain), livre pour enfants (produit par le Comité finlandais)
10. 'Rankantaf Ja Vesipisara', 'Ratankaf Och Vattedroppen', version finlandaise et traduction anglaise d'une pièce pour la compréhension internationale, avec manuel de l'enseignant et information sur l'eau et l'île de Madagascar (produit par le Comité finlandais)
11. Information sur le Forum 'Ecole pour un seul monde', coordonné par le Comité suisse, avec présentation des organisations participantes, évaluation de matériels d'éducation au développement disponibles en Suisse et un résumé des résultats d'une enquête du Comité suisse sur l'éducation au développement en Suisse
12. Catalogue des matériels pour spécialistes de l'éducation et étudiants, publié par le Comité suisse
13. Dépliant promotionnel sur une campagne d'éducation au développement et de collecte de fonds pour un programme d'approvisionnement en eau au Soudan, entrepris par le Comité du Royaume-Uni en collaboration avec le Club des jeunes agriculteurs - anglais
14. 'Project Nigeria', concours éducatif destiné aux jeunes et parrainé par le Comité du Royaume-Uni et le Commonwealth Institute - anglais
15. Plusieurs numéros de Mondodomani (produit par le Comité italien)

A3.

16. Rapport sur le deuxième Colloque national et international sur l'Education au développement, Messine, organisé par le Comité italien - anglais
17. 'L'histoire de l'UNICEF en mots et en images' (produit par le Comité portugais)
18. 'Quelques pensées de Gandhi', dépliant sur l'éducation au développement produit par le Comité portugais
19. Pochette éducative et dépliant promotionnel sur 'Gandhi', produits par le Comité des Etats-Unis - anglais
20. Brochure et feuillet d'information sur le 'Information Centre on Children's Cultures' au Comité des Etats-Unis - anglais
21. Demande relative aux programmes de travail des comités nationaux et des divers 'groupes d'affinités' dans le domaine de l'éducation au développement

Matériels issus de la coordination avec le Service de liaison non gouvernemental des Nations Unies

22. Pochette éducative sur les questions alimentaires dans le monde 'Qu'est-ce qui mijote?' (produit par le Service de liaison en collaboration avec un certain nombre d'ONG)
23. Rapport de l'Atelier des ONG sur l'aide publique au développement et l'opinion publique dans le Nord, organisé par le Service de liaison, et rapport du représentant de l'UNICEF - anglais
24. Répertoire des Nations Unies sur l'éducation au développement à l'intention des organisations non gouvernementales dans les pays industrialisés
25. Répertoire des campagnes menées par les ONG dans le domaine de l'aide 'Organisations non gouvernementales et aide publique au développement'
26. Liste provisoire des instituts de recherche, centres de documentation et ONG s'intéressant aux questions touchant au Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, élaborée par l'IDOC, à Rome - pas de traduction française

Matériels issus de la coordination avec d'autres institutions des Nations Unies

27. Liste des représentants nationaux appelés à participer à la 22e conférence annuelle du Programme de bourses pour enseignants des Nations Unies (organisée par le Département de l'information des Nations Unies et UNESCO) sur 'L'enseignement relatif aux Nations Unies', destinée à donner aux comités nationaux l'occasion d'informer à l'avance les participants des activités de l'UNICEF
28. Bulletins d'information sur la Décennie des Nations Unies pour la femme
29. Liste des écoles dans les pays où les comités nationaux participent au projet des Ecoles associés à l'UNESCO
30. 'A matter of right - the rich, the poor and the UN', par Ross Stevens
31. Information sur l'Exposition internationale sur le développement rural

Conseil de l'Europe/Année internationale de la jeunesse

32. Publications du Centre européen de la jeunesse, Conseil de l'Europe:

Rapport annuel du Conseil d'administration 1981
Bulletin d'information du CEJ No. 1 (1982)
Europa ABC (guide sur le travail de la jeunesse internationale)
Rapport sur la 'Conférence sur l'intolérance en Europe'

Matériels issus de la coopération avec les ONG, des opérations de liaison et autres publications présentant un intérêt pour les spécialistes de l'éducation au développement

33. Rapport sur la mise en place du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, relations avec la société Nestlé et soutien aux activités des ONG
34. L'UNICEF et les ONG au Bangladesh:

'Some possible roles for NGOs in the International Drinking Water Supply and Sanitation Decade in Bangladesh'. rapport de la Consultation nationale des ONG sur la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, Dhaka

A5.

'Information in brief on Bangladesh, UNICEF and NGOs'

35. Brochure sur le Projet de forage de puits Zonta International/UNICEF au Bangladesh et programme de Zonta 'Action for Service...Friendship for Peace'
36. Information sur le programme 'Children of the Green Earth' établi par un groupe écologiste d'artistes suédois - GLOBTEATERN - et le Forum indonésien de l'environnement (WALHI), avec l'aide du bureau de l'UNICEF en Indonésie
37. 'The story of Si Unyil', produit par UNICEF-Indonésie et le Indonesian State Film Production Centre (brochure sur un spectacle télévisé de marionnettes destiné à promouvoir les questions touchant à la survie des enfants)
38. ICDA News (plusieurs numéros)
39. Nouvelles de l'ICVA (plusieurs numéros)
40. ECHO (publication de la Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante) (plusieurs numéros)
41. Bulletin de la FMANU
42. Brochure 'Adult Education and Development', par l'Association allemande pour l'éducation des adultes
43. 'Common Interest', guide-programme du International Broadcasting Trust (Royaume-Uni) sur une série intitulée 'The politics of development'
44. Dossier du programme 'Child-to-Child'
45. Catalogue des matériels disponibles au Centre for World Development Education (CWDE)
46. 'Un monde à changer, l'éducation au développement au Canada', produit par le Conseil canadien pour la coopération internationale
47. 'Development Education as a questioning process', publié par la Oxfordshire Development Education Unit

A6.

48. Bulletin de la Oxfordshire Development Education Unit (plusieurs numéros)
49. 'Getting started in Global Education, a primer for principals and teachers' (Etats-Unis)
50. Motion sur la coopération au développement soumise à la Chambre des Députés italienne et approuvée par le Gouvernement

ENVOIS DE POCHETTES EDUCATIVES ET DE DIAPOSITIVES

1 janvier - 1 novembre 1983

	<u>Diapo.</u> (versions autres langues)	<u>Pochettes</u> (anglais)	<u>Pochettes</u> (français)	<u>Total</u>
1. <u>SHISHIR DU BANGLADESH</u>				
Comités nationaux	150	20		170
Bureaux de l'UNICEF		4	1	5
Autres		1	1	2
2. <u>ETRE JEUNE EN INDE</u>				
Comités nationaux	70	21		91
Bureaux de l'UNICEF	100	4	1	105
Autres	1	1	2	4
3. <u>KWADO DU GHANA</u>				
Comités nationaux	70	30	10	110
Bureaux de l'UNICEF		14	1	15
Autres		1	1	2
4. <u>TECHNOLOGIE RURALE</u>				
Comités nationaux	220	20	50	290
Bureaux de l'UNICEF		18	1	19
Autres		3		3
5. <u>AVEC SHIROMI AU SRI LANKA</u>				
Comités nationaux	250	25		275
Bureaux de l'UNICEF		4	1	5
Autres		1	1	2
6. <u>UNE APPROCHE DE L'EDUCATION POUR LA PAIX</u>				
Comités nationaux	n/d	172	150	322
Bureaux de l'UNICEF	n/d	219	1	220
Autres	n/d	41	18	59

7. AVEC ANTONIO AU GUATEMALA

Comités nationaux	189	25		214
Bureaux de l'UNICEF		4	1	5
Autres	1	1	2	4

8. ANADIA LA JEUNE SOUDANAISE

Comités nationaux	135	30		165
Bureaux de l'UNICEF		5	1	6
Autres		1	1	2

9. L'HISTOIRE GLOBALE DES HANDICAPS

Comités nationaux	10	19	26	55
Bureaux de l'UNICEF		9	1	10
Autres		2	9	11

10. DU BRIC-A-BRAC PRECIEUX

Comités nationaux	167	12	100	279
Bureaux de l'UNICEF		19	1	20
Autres		6	1	7

11. UNE GOUTTE D'EAU

Comités nationaux	315	52	175	542
Bureaux de l'UNICEF		9	1	10
Autres		6	2	8

12. VIVRE AU LIBAN

Comités nationaux	399	93	222	714
Bureaux de l'UNICEF		199	22	221
Autres	1	3	2	6

13. FATIMETTOU DE MAURITANIE

Comités nationaux	334	103	210	647
Bureaux de l'UNICEF		28	6	34
Autres		12	5	17

14. OSCAR DU PEROU

Comités nationaux	554	106	210	870
Bureaux de l'UNICEF		16	1	17
Autres		7	11	18

15. PAULINE DE MALAISIE

Comités nationaux	400	86	210	693
Bureaux de l'UNICEF		5		5
Autres		8	11	19

16. GRANDIR AU ZIMBABWE

Comités nationaux	110	68	210	388
Bureaux de l'UNICEF		11		11
Autres		3	1	4

DEPLIANT EDUCATION
POUR LA PAIX

Comités nationaux		135	1215	1350
Bureaux de l'UNICEF				
Autres		20	30	50

DEPLIANT
BILLET ALLER RETOUR

Comités nationaux		2625	1115	3740
Bureaux de l'UNICEF		100	50	150
Autres		46	21	67

Affiches

A NOUS DE CHOISIR

Comités nationaux		111	100	211
Bureaux de l'UNICEF		200		200
Autres		60	5	65

B4

CHOISIR

Comités nationaux	11	100	111
Bureaux de l'UNICEF	501		501
Autres	105		105

LE MONDE DANS UNE
PLAQUE DE CHOCOLAT

Comités nationaux	31	50	81
Bureaux de l'UNICEF	500		500
Autres	100		100

TECHNOLOGIE RURALE

Comités nationaux	200	100	300
-------------------	-----	-----	-----

LA FEMME ET LE DEVELOPPEMENT

Comités nationaux	200		200
-------------------	-----	--	-----

Dépliant

LES JEUX DANS LE MONDE

Comités nationaux	322	n/a	322
Bureaux de l'UNICEF	155		155
Autres	4		4

INDEX (par paragraphe)

- Académie Donaueschingen, 44, 72
 Académie soviétique des sciences pédagogiques, 77
 ACDI, 21
 ACVA/PAID, 92
 Affiches, 16, 27, 75
 Alternatif, 14
 Alliance des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-
 Rouge soviétiques, 64
 Année internationale de l'enfant, 14, 18-22, 24, 27, 29
 Année internationale de la jeunesse, 72
 Assemblée générale des Nations Unies, 2e Session
 extraordinaire consacrée au désarmement, 68
 Associations commerciales ou professionnelles, 89
 Associations de parents d'élèves, 89
 Atelier mondial sur l'éducation au développement, 81
 Recommandations, 82, 83
 Atelier sur les relations extérieures, 70, 74, 75
 Ateliers, 4, 5, 18, 70, 74, 76, 80-84
 Ateliers sur l'information, 4, 5, 18, 81, 82
 Australie, 21, 84
 Autorités locales, 30
 Autriche, 21, 53, 72

 Bangladesh, 22
 Belgique, 21, 39
 Bibliothèques, 30
 Billet aller-retour, 68
 Blackwell's, 19
 Bread for the World, 91
 British Broadcasting Corporation, 11
 Bulletin de nouvelles sur l'éducation au développement, 85
 Bulletin signalétique de l'information, 85
 Bureaux extérieurs de l'UNICEF, 15, 93

 Campagne mondiale contre la faim, 9
 Canada, 10, 21, 53, 86
 CARE, 91
 Catholic Relief Services, 91

CCINU (JUNIC), Comité commun d'information des Nations
 Unies, 18, 28, 61, 72, 78, 79
 Groupe de travail sur l'éducation
 au développement, 1, 18, 28, 58, 59, 61, 78, 79
 Sous-groupe sur la femme et le développement, 47, 48, 71
 Consultations nationales avec les ONG, 49, 52, 72
 Centre d'échange d'informations, 10, 12, 38, 51, 75
 Centre européen de la jeunesse, 72
 Centre for World Development Education, 11
 Centre d'information du Comité suisse, 86
 Centre international du film pour l'enfance et la jeunesse, 11
 Centre international des Nations Unies à Vienne, 67
 Centre de ressources sur l'éducation
 au développement, 12, 38, 42, 55
 Centres de recherche, 89
 Christian Children's Fund, 91
 CMOPE, 29e Assemblée mondiale, 67
 Collecte de fonds pour l'éducation au développement, 88
 Comité d'aide au développement de l'OCDE, 7-9, 41, 61
 Comité consultatif sur l'éducation (Royaume-Uni), 2
 Comités nationaux de l'UNICEF, partout dans le texte
 Commission irlandaise Justice et Paix, 11
 Commission nationale française de la jeunesse
 pour le développement, 9
 Commonwealth Institute, 11
 Communauté économique européenne, 40, 88
 Concepts de l'éducation au développement, 31-33, 54, 55, 59,
 61-65
 Confédération internationale des sages-femmes, 52
 Conférence mondiale sur la femme, Copenhague, 17, 46
 Conférence de la FMANU, 67
 Conseil d'administration de l'UNICEF, 55, 56, 83, 95
 Conseil de l'Europe, 40, 44, 66, 72
 Conseil international de l'éducation des adultes, 67
 Conseil oecuménique des Eglises, 45
 Conseil pour l'éducation civique internationale (RU), 11
 Constitution de réseaux, 41, 86, 92, 94
 Coopération avec d'autres groupes, 89
 Coopération régionale en Europe, 40
 Corriere dei piccoli, 19

- Croix-Rouge: Canada, 21
 URSS, 64
 Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge
 et du Croissant-Rouge, 71
- Danemark, 15, 18, 38, 72
 DANIDA, 15, 18, 38
 Déclaration de Berne, 25
 Définition de l'éducation au développement, 6, 10, 31-33,
 58-63, 73, 74
 Dépliants, 68, 75
 DIDACTA, 53
 Direction de la coopération au développement et de l'aide
 humanitaire (Suisse), 11
 Distribution, 75
 Documents sur l'éducation au développement, 6, 10, 17, 51, 69
 Droits de l'enfant, 21, 22, 25
- Ecole internationale de Genève, 69
 Editeurs, 19, 20, 24-26, 30, 74, 77
 Education au développement, un impératif, 93
 Education des adultes, 30, 74
 Enfants vivant dans des conditions difficiles, 81
 Enquête au Royaume-Uni, 49
 Ensembles de photos d'exposition:
 Femmes au travail en Afrique orientale, 17
 La femme arabe au travail, 27
- Espagne, 19, 25, 39, 86
 Etats-Unis, 26, 84, 91, 92
 Etude sur les activités ED des Comités nationaux, 70
 Europe de l'Est, 64, 65, 76, 77
 Evaluations, 70, 73, 82
 Expérience française, 11, 13, 18, 87
 Expérience italienne, 11, 24, 87
 Expositions, 23, 53, 86
- FAO/Action pour le développement, 78
 Fernig, Leo, 29, 32, 70
 Festival international du film pour l'enfance et
 la jeunesse, 22
 Financement du personnel d'éducation au développement
 par les gouvernements, 38

- Finlande, 15, 22, 64
 FINNIDA, 15
 Foire internationale du livre d'enfants (Bologne), 14, 19, 24
 Fondation Dag Hammarskjöld, 8
 Fonds d'assistance mutuelle des comités nationaux, 56
 Formation des enseignants, 40, 43, 44, 89
 Forum d'idées, 69, 72, 85
 France: Table ronde, 23
 Expositions, 23, 86
 Centre Beaubourg, 23
 Financement de l'éducation au développement, 38
- Global Perspectives in Education, 91
 Groupes d'affinité, 39, 42
 Groupes de femmes, 30, 48, 90
 Groupes de jeunes, 16, 30, 45, 90
 Groupe latin des comités nationaux, 39, 53-55, 80
 Colloque de Nice, 53
 Contribution à la définition de l'éducation
 au développement, 54, 55
 Réunion de Lisbonne, 80
 Groupe de réflexion, 76
 Groupe permanent des comités nationaux, 83
 Groupe de travail ONG/AIE sur l'éducation au
 développement, 20
- Grèce, 39
 Guest, Iain, 16
- Hobson, Sarah, 68
 Hongrie, 51, 76, 77
- Indonésie, 53
 Institut d'éducation de Stockholm, 8
 Institut national de la recherche pédagogique, 11, 13
 Interdépendance, 62, 74
 Italie, 11, 24, 38, 72, 87
- Jamaïque, 50
 Japon, 25
 Jeu de cartes mondial, 27
 Jeune chambre de commerce, 21
 Jeux dans le monde (les), 75

KID 77, 14, 27

Lindholm, Sven, 8

Livres pour enfants, 14, 19, 24-26, 68, 74

Macdonald Educational, 19, 26, 68

Maldéveloppement, 36, 74

Many Hands Cooking, 25

Matériels d'étude, 42, 45, 75, 81

McNamara, Robert, Banque mondiale, 60

Média, 77

Méthodologie, 74

Ministère britannique de la coopération au développement,
11, 26, 29

Livre blanc sur l'éducation au développement, 33

My World, 19, 26

New York State Educational Films Department, 1

NORAD, 15, 22, 38

Nord-Sud: un programme de survie, 41

Norvège, 5, 15, 22, 38

Notes et nouvelles sur l'éducation au développement, 11, 17, 41,
51, 69

Nouvelles de l'UNICEF, 14

Objectifs à long terme, 62

Organisations confessionnelles, 30, 45, 89

Organisations non gouvernementales, 26, 30, 45-49, 52, 66, 67,
71, 72, 74, 78, 89-93

Organisation pan-américaine de la santé, 71

Origines de l'éducation au développement à l'UNICEF, 1-5

Oumarou Ganda, 23

Parlementaires, 30

Partenariat, 94

Partis politiques, 89

Pays nordiques, 4, 15, 22, 38, 86

Pochettes sur l'éducation au développement, 16, 17, 21, 27, 47,
48, 56, 68, 75, 81

Pochettes sur la femme et le développement, 48, 71

Politique de l'éducation au développement, 56, 70, 73, 74, 82
83, 95

Politique de relations extérieures, 70, 73
 Portugal, 39, 80, 81

Prise de conscience de l'importance de l'ED, 36, 37, 95
 Programmes pilotes, 11, 13, 87

Rapport de Eagle Hill, 4, 14
 Rapport Hart-Fernig, 29
 Rep. féd. d'Allemagne, 38
 Réseau international des groupes d'action pour l'alimentation
 infantile (IFBAN), 52
 Réseaux mondiaux et nationaux, 41, 52, 86, 90-92, 94
 Ressources de l'éducation au développement, 37, 38
 Réunions annuelles de comités nationaux, 14, 70, 76
 Réunion du groupe d'experts, Moscou, 64, 65, 71, 77
 Réunion du groupe de travail, Henley, 50
 Réunion sur l'information pour le développement (DIM), 18, 61
 Révolution pour la survie et le développement des enfants,
 (RSDE), 71, 81, 91
 Roumanie, 72, 80

Save the Children, 91
 Scouts, 16, 90
 Séminaire français, Laon, 43
 Séminaire de Lillehammer, 22
 Séminaire NOI/Jeunes sur la femme et le nouvel ordre économique
 international, 67
 Séminaire Prix Jeunesse, 52
 Séminaire sur l'ED de la CMOPE, Morges, 52
 Séminaire à Donaueschingen, 44, 72
 Séminaires, 22, 42-44, 52, 67, 72
 Service de magazines pour enfants, 24
 Service de liaison non gouvernemental des Nations Unies, 23, 28,
 49, 79
 Répertoire SLNG sur l'éducation au développement, 28
 Service Ecole-Tiers Monde (Suisse), 11
 Sessions des groupes d'étude, 42, 50, 64, 65
 SIDA, 15, 38
 Situation d'urgence en Afrique, 81
 Smith, Robert, 81
 Sri Lanka, 15, 18, 22, 27

- Stratégie internationale du développement pour la 3e décennie
des Nations Unies pour le développement, 34
- Stratégie nationale, 32
- Suède, 8, 16, 22, 38
- Suisse, 14, 25, 39, 53, 64, 76, 86, 89
- Symposium national italien, 72, 87
- Syndicats, 30, 89
- Système d'éducation soviétique, 77
- Tanzanie, 53
- Technologie appropriée, 16
- Théorie et pratique en matière d'ED, 73-74
- TROCAIRE, 11
- UNESCO: Recommandation 1974, 5
 Plan à moyen terme pour 1984-89, 35
 Congrès sur l'éducation au désarmement, 45
 Généralités, 63, 67
- Union des jeunes agriculteurs, 90
- US/AID, 91
- Visites d'étude:
- Bangladesh, 22
 - Indonésie, 53
 - Jamaïque, 50
 - Sri Lanka, 15, 18, 22
 - Tanzanie, 53
 - Généralités, 57, 84
- Yorkshire Television, 68
- Yougoslavie, 80